

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION-REDICTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10° — Téléphone : BOTZaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

La démonstration est faite

Cen'est pas à coups
de bulletin de
vote que l'on abat
les 200
familles

Que les pauvres s'apprentent à payer !

**Le gouvernement Daladier c'est la
préfiguration de l'Union Nationale
de la réaction et du fascisme**

Les jeux parlementaires sont décidément une belle chose et l'on a raison de dire qu'on n'est jamais mort complètement en politique.

Hier vous pouviez être un traître, un vendu, un agent de l'étranger, et aujourd'hui vous êtes sacré le grand homme de la France et le « grand Conseil des communes » ; qui autrefois vous flétrissait, en Haute Cour, d'une condamnation infamante, aujourd'hui vous encaisse et se traîne à vos pieds. C'est le cas de Caillaux, qui ne dut autrefois son salut qu'à la naïveté généreuse des prolétaires. Hier encore vous pouviez être considéré par toute l'opinion capitaliste et réactionnaire comme le « fusil » ; comme l'homme du 6 février, aux mains à jamais sanglantes, et aujourd'hui cette même opinion bourgeoise vous utilise pour abattre le Front populaire et pour préparer sur ses ruines la grande combine d'Union nationale qui rétablira l'ordre menacé par deux ans « d'agitation révolutionnaire ».

Pauvre agitation révolutionnaire pourtant ! On mesure aujourd'hui à quel point nous avions raison quand nous mettions la classe ouvrière en garde contre l'illusion des solutions parlementaires. Nous allons, après deux ans de Front populaire, vers la plus douloureuse des défaites politiques. La classe ouvrière en est aujourd'hui réduite à une défensive pleine de périls et de sacrifices pour tenter de sauvegarder ses droits acquis par l'action directe.

Et toute la meute fasciste et capitaliste d'aboyer à ses chausses et de réclamer le retour à une politique de « force », « d'ordre », « d'autorité ». La confiance capitaliste, néces-

saire pour remplir les coffres de l'Etat, n'est d'ailleurs qu'à ce prix. Elle est en raison inverse de la force ouvrière et s'accroît exactement dans la mesure où celle-ci s'affaiblit.

C'est là un phénomène en quelque sorte biologique qu'il est donné à tout un chacun d'observer et de comprendre.

En conclusion de quoi, il est facile de déduire que le problème pour la classe ouvrière est de séparer nettement son action spécifique de toute influence extérieure à elle et de pousser cette action une fois entreprise jusqu'à ses extrêmes conséquences.

Nous payons aujourd'hui la timidité, la couardise et aussi la trahison des politiciens de Front populaire qui, en 1936, mirent tout en œuvre pour freiner le mouvement gréviste et l'arrêter dans son développement logique qui eût dû aboutir à une amputation massive du profit capitaliste sinon à son expropriation totale.

Maintenant nous sommes avec Bonnet (la Haute Banque internationale), Daladier (l'état-major) et toute leur séquelle de Marchandeau, Mandel et autres Reynaud, devant une préfiguration de cette Union nationale en laquelle se terminent classiquement désormais en France les expériences politiques de gauche. Souhaitons que ce péril ne se résolve pas plus tragiquement encore par une tentative de fascisme « républicain » encouragé et soutenu par ces fameuses deux cents familles qu'on se flattait si bien de mettre à la raison et qui sont aujourd'hui plus arrogantes que jamais.

Le péril est pressant. La classe ouvrière doit en mesurer toute l'importance et lui opposer le bloc unanime et surtout indépendant de toute sa force.

Seule l'action directe ne l'a jamais trahie. C'est en elle seule qu'elle doit avoir confiance.

Le prolétariat espagnol n'est pas vaincu, il ne le sera pas

L'avance de Franco est arrêtée. Les courageux miliciens réagissent avec vigueur et démontrent au monde qu'ils ne sont pas encore vaincus. Les victoires remportées par le général fasciste ne sont dues seulement qu'à la puissance du matériel qui lui a été fourni par Mussolini et Hitler, ce que nos gouvernants appellent la politique de non intervention.

La déclaration de Daladier indique clairement que ce scandale n'est pas près de prendre fin. La frontière va continuer d'être fermée du côté des gouvernements. La grosse bourgeoisie française et anglaise veut la défaite du prolétariat ibérique, elle la veut par haine de classe, pour toutes les conséquences que peut représenter pour elles la victoire de la révolution prolétarienne à caractère libertaire.

La résistance des travailleurs espagnols malgré un manque d'armement évident, démontre d'une façon nette qu'ils auraient pu vaincre, qu'ils peuvent vaincre encore. Mais alors qu'on début il aurait suffi de quelques avions, tanks et camions, actuellement c'est un matériel puissant qui est nécessaire.

Les ouvriers espagnols sont décidés à se battre jusqu'à la mort, devant l'abandon, la lâcheté du prolétariat internatio-

nal ; ils ont perdu en partie l'espoir de vaincre, ils se sont lancés dans la lutte les armes à la main le 19 juillet, ils y resteront. De nouveaux miliciens sont venus se réfugier sur le sol français, de nouveau la question leur a été posée, de la trahison, ou la mort ? Et cette fois c'est à 100 0/0 qu'ils ont choisi la mort.

On s'étonne de la passivité du prolétariat de notre pays qui ne frémit pas en apprenant de telles choses, la trahison des chefs est un argument insuffisant, car si les troupes se cabraient et exigeaient que la frontière s'ouvre, les chefs agiraient. Et quoi que puissent dire les leaders nacos, on n'a vraiment pas de raison d'être fier d'être Français, quand on appartient à un peuple qui est l'héritier d'une riche tradition et qui accomplit de telles lâchetés. Le camping, les congés payés tiennent plus de place dans le cœur de beaucoup d'ouvriers que le sort tragique de leurs frères espagnols. Les grands stratèges révolutionnaires se désintéressent d'une « Espagne stalinisée ». Ils ne lèveront pas le petit doigt pour lui porter secours, surtout ils ne demanderont pas l'ouverture de la frontière, cela nous amènerait la guerre impérialiste. Qu'importe que les prolétaires ibériques soient assassinés pourvu que leur précieux petit personne de petit bourgeois savantasse soit sauvée. Ils ne se rendent pas même compte qu'ils pratiquent la politique de l'autruche, que l'écrasement des antifascistes espagnols loin d'empêcher la guerre, nous y conduit d'une façon sûre. Ils discutent en diplomates de grande taille des entretiens Chamberlain-Mussolini, les dessous de la politique du Foreign Office sont par eux « scientifiquement » dévoilés. Il n'y a qu'une seule chose qu'ils ne comprennent pas : c'est que la bourgeoisie agit par haine de classe, même au détriment de ses intérêts nationaux, qu'avant de s'engager dans une guerre impérialiste elle veut triompher du prolétariat et écarter tout danger de révolution.

L'Espagne stalinisée, quelle rigolade ! La C. N. T. a si profondément pénétré dans le cœur des masses qu'il a été impossible aux communistes d'en triompher. Les journaux bourgeois nous apprennent avec effroi que la Catalogne connaît de nouveau la situation de 36, que la F. A. I. reprend de plus en plus la direction des affaires.

Non ! le prolétariat espagnol n'est pas vaincu, il possède encore assez de richesses de volonté et d'énergie pour triompher. Il a payé chèrement son droit d'être libre, jamais dans l'histoire une classe ouvrière n'a mené une lutte aussi dure, et ce sont ces travailleurs que l'on laisserait assassiner. Cela n'est pas possible, cela ne doit pas être.

Pour sa sauvegarde personnelle, pour son honneur, la classe ouvrière française en forçant l'ouverture de la frontière, doit permettre la victoire de la révolution espagnole.

Le fascisme est à nos portes !

« Tomber de Charybde en Scylla », tout le monde sait que cela signifie : « tomber d'un mal dans un pire. »

C'est ce qui nous arrive. Le ministère Blum, c'était le mal ; le ministère Daladier, c'est le pire. Blum ne nous rassurait pas ; mais Daladier nous épouvante. Le gouvernement Blum ne nous inspirait aucune confiance et ne nous faisait rien espérer ; le gouvernement Daladier fait naître en notre esprit toutes les méfiances et nous fait tout appréhender.

Le cabinet Blum avait contre lui la Finance et l'Etat-Major ; le cabinet Daladier va avoir pour lui la Finance et l'Etat-Major.

Car Daladier est l'homme de l'Etat-Major. Certes, il l'était déjà, et depuis longtemps ; mais le prestige, l'autorité morale et le pouvoir effectif que lui confère le poste de premier ministre vont inmanquablement renforcer, dans une large mesure, ceux de l'Etat-Major, accroître les prétentions et appuyer les exigences de toute la clique haut-galonnée.

Les deux pouvoirs : le civil et le militaire vont se rejoindre et se confondre dans une seule et même personne à la fois chef du gouvernement et chef suprême des armées de terre, de mer et de l'air : le dictateur Edouard Daladier.

Il n'est pas douteux que, en possession de cette double souveraineté : civile et militaire (la loi et la force), M. Daladier, qui, dans la répartition des portefeuilles ministériels s'est réservé celui de la Défense nationale qu'il détenait dans les précédentes équipes et qu'il a indubitablement l'apre volonté de conserver dans l'équipe qui suivra celle-ci, ne manquera pas d'exploiter joliment les graves problèmes que la situation extérieure porte à l'ordre du jour et place au premier plan, pour demander instamment et, au besoin, exiger que, toute autre affaire cessante, l'attention du Parlement

et de l'opinion publique stylée par la presse soit totalement accaparée par ce qu'il appellera pompeusement « les nécessités vitales de la sécurité du pays » et les immenses sacrifices que celles-ci imposent à tous les Français rapprochés, réconciliés et fraternellement unis dans l'amour unanime et sacré de « la Patrie ! »

Alors, en avant les milliards précipités

Comme à Varsovie...

L'ordre règne en Tunisie

L'état de siège est proclamé à Tunis. Le sang a de nouveau coulé. Des travailleurs coloniaux sont tombés, une fois de plus, sous les balles du gouvernement de Front populaire.

La presse de gauche hurle à l'unisson contre les assassins, contre ceux que la faim pousse à la révolte.

C'est la propagande italienne, nous dit-elle. Peut-être. Mais si la propagande musulmanne peut prendre dans les masses tunisiennes, si la propagande fasciste trouve un écho chez les ouvriers coloniaux, où sont les responsables ? Le prolétariat colonial est affamé. Chaque fois qu'il a cherché son émancipation sur le terrain de classe, chaque fois qu'il a voulu s'organiser syndicalement, il a trouvé, braqués sur lui, les mousquetons de l'impérialisme français.

Nous sommes convaincus que l'exploitation du capitalisme tunisien ne vaudrait pas mieux pour le prolétariat que celle de l'impérialisme français. Nous ne prenons pas parti pour les séparatistes, mais nous rappelons les crimes des gouvernements français, de ce gouvernement Front populaire qui, à son arrivée au pouvoir, dissolvait sans protestation des partis socialiste et communiste, l'« Etoile Nord-Africaine » qui cependant n'était pas fasciste.

Nous nous souvenons de Meknès, de Metlaoui, et nous faisons appel au prolétariat de la métropole pour qu'avec nous il crie : Assez !

Le général Abadie vient de faire aux destouriens une proclamation pleine de sanglantes promesses :

**JE VOUS DONNE 48 HEURES POUR
DISPENSER VOS GROUPEMENTS ET
RETABLIR LE CALME.**

On prépare une nouvelle saignée et les partis de gauche, lâchement, se désolidarisent d'un prolétariat qu'ils ont abandonné lorsqu'il leur était possible de l'aider, et ne savent que gémir devant les menées fascistes dont ils sont entièrement responsables.

Je ne connais pas encore le texte de la déclaration ministérielle. Mais j'imagine facilement ce qu'en seront l'esprit et la lettre.

Le discours radiodiffusé de Daladier dans la soirée du dimanche 10 avril en est l'introduction.

« Ecoutez bien ceci :
« Il n'y a plus, aujourd'hui, de série de problèmes distincts. Il n'y a qu'un seul et même problème : le salut du pays
« se présente comme un bloc. Il faut en accepter toutes les servitudes et toutes les charges. »

SEBASTIEN FAURE.
(Voir la suite en 6^e page.)

L'ETAT-MAJOR AU POUVOIR

Gallus a raison, qui écrit dans l'*Intransigeant* que la caractéristique principale du nouveau cabinet, c'est qu'il se présente comme un cabinet de défense nationale.

Cela ne signifie pas que ceux qui l'ont précédé ont négligé de renforcer l'appareil militaire de l'Etat français ; on sait, au contraire, que ce sont des ministères de Front populaire qui ont donné à la défense dite nationale une impulsion sanctionnée par une parfaite unanimité parlementaire. Mais il est bien vrai qu'à ce développement formidable de l'armée n'a pas correspondu une politique extérieure vraiment activiste. Depuis l'avènement du premier Cabinet de Front populaire, on a eu l'impression qu'en plus d'une occasion, le gouvernement français préférait l'ouïe qu'agir et se reposait davantage sur la prudence que sur l'audace. Vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Italie, et quoique des intérêts importants fussent engagés en Espagne comme en Méditerranée, il se contenta de négociations dont il connaissait à l'avance le caractère illusoire. Le coup de tonnerre de l'Anschluss le surprit sans réaction ; il supporta l'intervention hitlérienne avec mauvaise humeur, mais aussi sans la volonté de barrer à tout prix la route à l'impérialisme allemand. L'attitude de l'Angleterre détermina celle du gouvernement français.

Dès lors que Londres se refusait à agir, Paris ne bougea pas et Hitler put, sans assumer de trop grands risques, entrer triomphalement à Vienne.

Il semble bien que le nouveau cabinet ait l'intention de rompre avec cette politique de repliement qui fit de la France une puissance de seconde zone sur le plan international, constamment à la remorque de l'Angleterre. La présence de Daladier — l'homme de l'Etat-Major — à la tête de la combinaison, est, par elle-même, significative : les généraux entendent que, désormais, on compte avec eux, et ils n'ignorent pas, ces généraux, qu'il faut savoir jeter à temps son épée sur la balance ; que, dans la course aux armements, la France sera nécessairement distancée, en dépit de ses sacrifices, par une Allemagne surpeuplée et surindustrialisée et que, par conséquent, si l'on ne saisit pas l'occasion par les cheveux quand elle se présentera à nouveau — et elle ne peut pas ne pas se présenter avant longtemps — la France, leur France, risque de perdre définitivement la partie. Voilà ce que signifient ces appels au caractère de nos gouvernants, comme dit encore Gallus, que multiplient les journaux. Il est inutile d'en souligner la gravité.

Parallèlement à cette offensive de l'Etat-Major, se poursuit une autre action

L'anarchisme c'est l'avenir

C'est le thème que développeront

**René Frémont et
Maurice Doutreau**

**à la Grande
Conférence publique
et contradictoire**

qui aura lieu, ce soir, à 20 h. 30

SALLE LANCY

(10, rue de Lancy)

Participation aux frais : 3 fr.

Le numéro spécial du PREMIER MAI

Nous préparons pour le 1^{er} Mai un numéro spécial à grand tirage. Nos dépositaires et vendeurs sont priés de nous adresser d'URGENCE leurs commandes, ainsi que les groupes que nous invitons à prendre toutes dispositions pour assurer une diffusion massive.

TOUS CE SOIR A LANCY

qui, pour être plus discrète, vise à n'être pas moins efficace. C'est sur le terrain diplomatique qu'elle se déploie. Le but : il s'agit de détacher l'Italie de l'axe Berlin-Rome. Dans notre article de la semaine passée, nous avons tenté de montrer comment la réalisation de l'Anschluss devait avoir nécessairement pour conséquence de modifier les rapports italo-allemands. Nul doute, en effet, qu'on n'ait perçu à Rome la menace d'une nouvelle hégémonie allemande en Europe centrale et deviné la pression qu'elle ne manquerait pas d'exercer en direction du sud, vers cette Méditerranée centrale que Mussolini prétend dominer, contrôler, posséder. Le moment était donc favorable pour mener une action diplomatique tendant à renverser la politique italienne. Les Anglais s'y emploient depuis des semaines et il semble qu'un accord soit sur le point d'intervenir. La France ne va-t-elle pas, elle aussi, entrer dans le jeu ? Et comment la partie sera-t-elle conduite ? Il semble bien qu'à cet égard le nouveau gouvernement utilise cette carte du rapprochement avec l'Italie. Les journaux italiens ne s'y montrent pas hostiles et par là montrent l'importance de l'évolution qui s'est accomplie là-bas depuis l'Anschluss. Par ailleurs, on signale que l'Angleterre, en plein accord avec la France, vient de demander l'inscription à l'ordre du jour du prochain Conseil de la S.D.N. de la question suivante : « Conséquences découlant de la situation actuelle en Ethiopie ». Il s'agirait d'obtenir par la reconnaissance de la conquête italienne le règlement d'une situation anormale, règlement que tout le monde souhaite, disent les journaux français.

Remarquons que le nouveau ministre des Affaires étrangères, d'accord en cela avec toutes les droites et tous les radicaux (dont M. Mistler, président de la Commission des Affaires étrangères de la Chambre, vient de se faire l'interprète), n'a pas caché, à différentes reprises, qu'il était partisan du rétablissement de relations cordiales avec l'Italie et, sans plus tarder, de la nomination d'un ambassadeur français à Rome, ce qui sous-entend la reconnaissance de l'Empire italien d'Ethiopie.

Tels sont les éléments prévisibles de la politique extérieure du nouveau gouvernement. Ils sont assez significatifs pour qu'on se rende compte que nous entrons dans une période de mobilité dont il faudra suivre attentivement toutes les phases et signaler tous les dangers, car cette politique n'a qu'un sens : elle prépare à la guerre, elle est déjà une politique de guerre qui vise à l'isolement et à l'écrasement de l'Allemagne, s'inspirant ainsi des meilleures traditions d'avant 1914, des plus dangereuses aussi. On remarquera que pour donner à cette politique antiallemande une base plus large, Daladier a fait appel à des éléments hostiles au Front populaire, mais dont le concours est indispensable à la manœuvre que nous dénonçons. Ce n'est pas encore l'union sacrée, c'en est au moins une sorte de préface qui laisse augurer que le petit rond s'agrandira et que des hommes politiques, tels que MM. Champetier de Ribes et Paul Reynaud, dont on connaît les tendances impérialistes, ne resteront pas longtemps isolés dans une formation encore trop étroite.

Par bonheur, et c'est sur cette note optimiste que nous concluons, la France n'est peut-être pas capable de mener longtemps une politique de prestige sans que des difficultés financières insurmontables n'apparaissent, et d'autre part, une fraction de plus en plus importante de la classe ouvrière commence à voir clair et n'entend pas faire les frais de l'opération. Les chefs socialistes, communistes et syndicalistes s'en aperçoivent de plus en plus nettement, et cela nous permet de ne pas désespérer.

Et cela nous commande d'intensifier notre propagande contre la guerre et l'Union Sacrée.

LASHORTES.

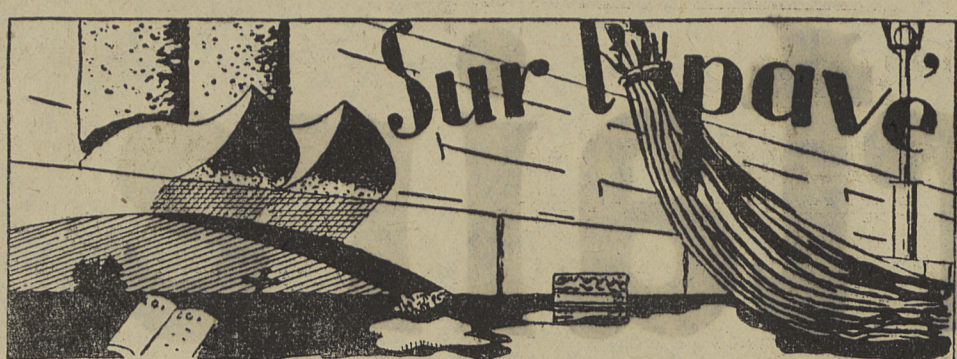
Le Comité de Liaison contre la guerre et l'Union sacrée est constitué

Face aux menaces de guerre et à l'union sacrée, les organisations suivantes : Union Anarchiste, J.E.U.N.E.S., Fédération de la Seine, Parti Socialiste S.F.I.O., ont décidé de créer, pour une action commune en ce sens, le Comité de Liaison contre la guerre et l'Union sacrée.

Le Comité de Liaison contre la guerre et l'union sacrée rappelle aux travailleurs de ce pays les principes de l'internationalisme prolétarien. Il dénonce le prétexte de l'antifascisme, grâce auquel le capitalisme international voudrait entraîner le prolétariat dans une guerre impérialiste. L'union sacrée, c'est la trêve aux luttes émancipatrices, c'est, avec l'acceptation de la dictature de l'Etat-Major, la réalisation du fascisme.

Conscients de ce que la paix ne peut être que le résultat de la disparition du régime capitaliste, les ouvriers ne doivent à aucun moment s'associer avec leurs exploitateurs contre des travailleurs étrangers. Les responsabilités d'une guerre ne sont jamais unilatérales ; elles sont le produit de contradictions économiques et de conflits impérialistes dans lesquels le prolétariat n'a rien à défendre. Il n'a pas à prendre parti dans les différends d'intérêts qui opposent les nations les unes aux autres. La parole de Liebknecht : « L'ennemi est chez nous », reste le mot d'ordre des ouvriers révolutionnaires, qui ne sauraient s'allier sous quel prétexte que ce soit avec leur propre bourgeoisie.

Les organisations signataires se refusent à toute union nationale ; déclarent n'accepter la guerre quel que soit le motif dont on la décore ; font appel à leurs sections locales pour que soient constitués des Comités de Liaison contre la guerre et l'union sacrée sur les mêmes bases.



PROPOS D'UN PARIA

Cannibales

Je m'attirerai certainement de farouches contradicteurs quand j'aurai déclaré, parce que je le pense, et parce que c'est vrai, que l'homme est de tous les animaux qui peuplent cette planète, le plus stupide et le moins évolué.

Rien d'étonnant à ce que le fascisme et le bolchevisme — c'est la même chose — fassent des progrès. La grande majorité des hommes est prête à toutes les sottises.

Toutes les caractéristiques de l'individu ont disparu ou sont tournées en dérision par des générations qui ne savent que penser au commandement, ne rêvent que d'asservissement moral et physique, que troupeaux psalmodiant avec les mêmes gestes, les mêmes cantiques.

Des tribuns qui, eux-mêmes, sont aux ordres, sont chargés de chauffer à blanc les enthousiasmes de la foule marchante et chantante à l'aide de slogans qui, parfois, se contredisent et de mensonges aussi éclatants que l'insincérité de ceux qui les émettent.

Je sais bien que d'aucuns se sont réjouis de l'insuccès de la dernière procession du Front populaire.

Mais la cause n'en serait qu'une petite bise aigrelette qui a empêché les gens de sortir de chez eux !

Heureusement, cette mauvaise bise n'a pu pénétrer à la salle de la Mutualité où se tenait le congrès de l'Union des Syndicats.

Seul le souffle républicain avait pu s'infiltrer pour animer les représentants de la classe ouvrière organisée qui, à part quelques heureuses mais si rares exceptions, écoutèrent, debout et le poing levé, une Marseillaise de derrière les fagots.

Rassurez-vous, une Marseillaise dans laquelle il n'est pas question de cannibales. De ces cannibales qui s'obstinent à faire des héros avec les enfants des hommes.

C'était bon au temps où l'on avait encore quelque espoir sur l'amélioration morale de la race humaine.

La mode est aux héros. Les généraux sont indispensables et sont désormais à l'abri des balles.

Quant aux cannibales, que l'on représentait autrefois comme des gros capitalistes entassés leurs sacs d'or, ils se sont, eux aussi, transformés.

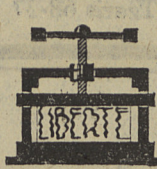
On en trouve partout. Il y en a même à la tête des partis politiques, dits révolutionnaires, et à la direction des syndicats ouvriers.

Il ne nous reste plus qu'à attendre la prochaine pour comparer les comportements de ceux d'hier et d'aujourd'hui.

Gageons qu'ils seront sensiblement les mêmes !...

Larue-Michel.

SELON QUE VOUS SEREZ PUISSANT...



La presse a passé presque sous silence la condamnation à 20 ans de travaux forcés du militant ouvrier Thibault, lequel à la suite d'une discussion politique tua à Hellemmes un homme de main du P.S.F. Fernand Lefrance. La Cour d'assises n'avait cependant pas pu retenir la préméditation, la mort du fasciste étant survenue dans une bagarre qu'il avait provoquée.

On est beaucoup plus indulgent avec la haute fripouille du C.S.A.R. Chaque jour amène une ou deux mises en liberté provisoire. Pourtant il y a eu des victimes et la préméditation ne fait aucun doute.

Dans son dernier interrogatoire, Eugène Deloncle n'a pas caché qu'il agissait en collusion étroite avec des chefs militaires. Pour le financement, il avoue qu'il était assuré par des trusts capitalistes. La maison Renault a émis un chèque de trois mille dollars pour subventionner les « cagoulards », lesquels se préparaient à renouveler ici le coup de Franco.

« Il est bien évident, déclare Deloncle, que nous n'avions pas pour but d'être vaincus. Nous avions la ferme espérance de triompher, c'est-à-dire, après avoir soutenu l'armée et repoussé les communistes, ne pas laisser subsister un gouvernement faible. »

La tentative a échoué, pour le moment. Il y a eu tout de même à Villejuif une quinzaine de morts, victimes des entreprises du C.S.A.R.

Et on remet en liberté ces canailles, cependant qu'on envoie au bagne un ouvrier qui, lassé des provocations d'une crapule à tant le coup de matraque a tué le fasciste au cours d'une bataille.

UN SI BEAU PLAN...



C'est pourtant celui dont Caillaux n'a pas voulu, ni le Sénat non plus.

Il était pourtant beau, ce plan Blum, si beau même, nous explique le Populaire sous la plume de Marcel Bidoux, que « la presse européenne a pu dire qu'il se présentait sous l'aspect d'un chef-d'œuvre, et qu'il fallait remonter à Poincaré pour trouver un travail de cette qualité technique ».

Pour des « socialistes », la caution était bourgeoise. Cependant, les vieux sauriers sénatoriaux n'ont pas été convaincus. La bourgeoisie préfère les vrais Poincarés aux mauvais imitateurs.

La leçon, si souvent redite, devrait tout de même profiter aux socialistes et leur faire comprendre qu'entre la « classe » bourgeoise et le lapin socialiste, il n'y a pas d'alliance possible.

UN BEL ENTERREMENT



Le dimanche 10 avril se déroulait, de la République à la Nation, via place de la Bastille, la grande manifestation organisée par le Front populaire de la région parisienne. Certes quelques jours avant, lors d'une autre manifestation les militants socialistes de la Seine s'étaient vu matraquer par les flics aux ordres du Gouvernement socialiste. Les partis de Front populaire n'avaient pas eu une attitude très jolie avec les grévistes de la métallurgie.

Certes une manifestation du Front populaire à l'heure où celui-ci meurt de sa belle mort avait un peu l'air d'une plaisanterie... mais les ouvriers ont si bon caractère !

LE DEFILE DES MASSES



Nous pensions voir l'habituel cortège serré, discipliné, bordé de « responsables » en interdisant l'accès à toute personne pendant le parcours et ne tolérant aucun espace entre les groupes de manifestants.

Le cortège se composait de cinq groupes, le premier se formant à la Bastille et les autres s'échelonnant jusqu'à l'avenue de la République.

Les organisateurs avaient sans doute pensé que cet espacement était nécessaire pour que tout le monde puisse prendre place.

Or entre chaque groupe (à l'exclusion des deux derniers massés l'un contre l'autre) sur des dizaines et dizaines de mètres, pas un chat.

Les automobiles circulaient librement, des ouvriers débouchant des rues adjacentes cherchaient d'un air hébété. Des vendeurs de « Juin 36 » organe de la Fédération socialiste nous accostaient en riant : « T'as pas vu le cortège, camarade ? »

LE FRONT POPULAIRE CONTINUE



On s'attendait à tout sauf à ce lamentable spectacle de cette caravane en pièces détachées.

trop éloignés pour se voir ou s'entendre. Les deux derniers qui semblaient avoir été oubliés à la République attendent en piétinant l'ordre de départ.

On voit surtout les porteurs de nombreux drapeaux rouges et tricolores. Derrière eux quelques prolétaires désorientés qu'on éparille le plus possible.

La musique militaire ne parvient pas à réchauffer les enthousiasmes.

Quand enfin, à 3 heures 5 minutes les deux derniers groupes quittent la République, les plus dévoués cherchent à entonner l'Internationale. Efforts vains, le cœur n'y est pas. Le couplet finit comme le cortège en queue de poisson.

Les deux derniers groupes ont défilé 16 minutes. Derrière eux, rien.

Le lendemain, le Pop et l'Huma, ont pu en photographiant les spectateurs pendant les discours donner une impression de force et annoncer 200.000 manifestants.

On a passé sur les altérations, voire les bagarres qui n'ont cessé de se produire pendant le « défilé ». Ils ont préféré faire une multiplication que de parler des divisions.

Comme disait Jouhaux : « Le Front populaire continue ».

LES PROVOCATEURS



En revenant de la manifestation de masse (sic) des ouvriers s'arrêtèrent devant nos affiches. Aussitôt de dévoués staliniens s'élancèrent pour les lacérer.

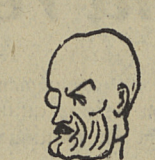
Pourquoi déchirez-vous ces affiches ? demandèrent des socialistes, les anars sont, eux aussi, des antifascistes. Ce fut aussitôt un beau chahut. Les socialistes furent traités de provocateurs, trotskystes et durement molestés par les apôtres de l'unité. Puis les communistes s'éloignèrent la conscience tranquille avec cette douce certitude que leur grand parti est le plus démocratique de tous.

La pêche sera fermée le 18 avril

Mais les bureaux du « Libéraire » resteront ouverts. Vous pourrez y venir verser votre souscription pour que vive et se développe le seul journal qui défend la classe ouvrière et qui n'a pour vivre que les ressources que lui apportent ses lecteurs.

(Voir en 7^e page le bulletin d'abonnement.)

A LA RETRAITE



Pauvre Joseph Caillaux ! « La Haute-Assemblée », a-t-il dit, oppose... une sérénité parfaite aux attaques de la rue et aux campagnes de presse qui ne s'élèvent pas à la hauteur de son mépris. »

Quel affreux vieux cliché, mes bons amis, dans la bouche d'un ancien grand orateur.

En voici toujours quelques autres, mon cher sénateur, pour la prochaine fois : la blancheur de la colombe ne peut être atteinte par... etc., la bave de l'escargot ne saurait salir... etc., les insultes des sots sont pour moi des louanges ; il y a encore la noirceur du corbeau et la blancheur du cygne ; la pureté du lys et le pauvre ver de terre, etc., etc.

Dieu ! que c'est embêtant de vieillir !

Etonnons-nous, après cela, que ce pauvre M. Caillaux ne se souvienne plus des manifestations et des campagnes de presse qui lui évitent les douze balles réglementaires...

Monsieur Dubalai.

ROUGE et NOIR

Ce sont les deux couleurs, disposées en diagonale, du papillon de « publicité » du LIBERTAIRE. Sa présentation, très soignée, plaît à tous. C'est une véritable petite affiche qui fait un très bel effet... surtout sur les placards fascistes.

Rappelons que ce papillon est laissé au prix minime de 3 francs le 100 et 25 francs le mille. Adressez les commandes à Schack André, 9, rue de Bondy, Paris (10^e). Chèque Postal Paris 487-78.

DON DE JOYEUX AVENEMENT

Avec les rumeurs d'union sacrée et l'incontestable recrudescence de réaction qui se dessine, une vague de xénophobie déferle sur la France. En prenant le pouvoir, Daladier, le ministre au faciès de gouape, s'empresse de lui donner la consécration gouvernementale.

Dans les journaux bourgeois les campagnes contre les étrangers reprennent de plus belle. Max Massot, ce plumeux qui fut couronné d'un grand prix de journalisme après une carrière de cirque dans l'armée de Franco, publie une enquête avec chiffres à l'appui. Des centaines de milliers de « métèques » envahissent le sol national, déclare le pisseur d'encre. On sent que sous peu il va demander « l'épuration ».

Emile Condroyer, qui fit les mêmes séjours en Espagne franquiste et qui se compte parmi les admirateurs de Mussolini, parle dans les mêmes termes. Posté à la frontière espagnole, il dénombre les réfugiés qui pénètrent sur le territoire. On le sent prêt à moucher tout homme valide qu'on ne renverrait pas à Barcelone. Il n'a point cette peine, le digne scribe ! Tant il est vrai que ce combat est bien le leur et que leur idéal et leur vie y sont en jeu, les Espagnols ne demandent point à rester en France à l'abri des coups. Le plébiscite de Luchon est une illustration de l'enthousiasme que suscite Franco !

Mais que les hommes retournent se battre ne suffit pas aux porte-parole de la bourgeoisie. Ceux-là qui, pour la plupart, s'embusquent durant la dernière, achetant des certificats de major, trafiquant d'influences ou se maquillant afin d'échapper à l'enrôlement, cette séquelle de pleutres éhontés qui médient les postes de chauffeur au Ministère tout en cafardant leur voisin de palier dont l'apparence physique leur semblait justifier un envoi en première ligne, cette ribambelle de couards qui n'ont d'autre courage que celui de distiller une bave fielleuse dans les colonnes d'un journal vendu, osent émettre un avis sur l'opportunité pour un pays de donner asile aux martyrs. Les miliciens repartent avec fougue pour reprendre la lutte, ne demandant qu'une grâce : celle que les horreurs provoquées par cette invasion renouvelée des barbares fussent désormais épargnées à leurs femmes et à leurs enfants. En confiance, ils remettent à la nation qui de par le monde se targue de générosité, tous les faibles qui furent leurs affections et qu'une horde d'assassins en détroques chamarrées veulent sauvagement égorger.

Qu'importe ! C'est encore trop demander à cette caste haineuse qui s'insurge dès que son égoïsme est un peu contrarié. Héberger des malheureux sans défense chassés de leur foyers

par les reîtres du Tercio, par cette lie de l'humanité que sont les militaires professionnels, voilà un sacrifice trop grand pour le petit bourgeois français. Avant même que les secours aient été pratiquement organisés, avant qu'aucune décision formelle en ce qui concerne l'asile accordé aux victimes ait été prise, les « patriotes » maugréent.

« Allons-nous accepter longtemps d'être le dépôt de Russes blancs viennent s'établir sur le territoire, prennent déjà les devants et commencent à pousser des cris d'orfraie si l'on parle de donner un asile à des malheureux. C'est parfaitement conforme à l'esprit valetien qui sévit dans notre pays. »

Et ce langage égoïste trouve des échos dans les milieux prolétaires eux-mêmes.

Ainsi, ceux-là, qui ont accepté que la racaille de Russes blancs viennent s'établir sur le territoire, prennent déjà les devants et commencent à pousser des cris d'orfraie si l'on parle de donner un asile à des malheureux. C'est parfaitement conforme à l'esprit valetien qui sévit dans notre pays.

C'est également le corollaire inévitable de l'union sacrée. Au moment où l'on parle de la nation française, de la patrie et du gouvernement de salut public, il est normal que le mot d'ordre soit sans discussion : « La France aux Français ! »

Les communistes qui, récemment, rééditèrent ce cri ont aujourd'hui toute satisfaction. Daladier, celui qu'on lendaient du 6 février, on appelait le « fusilleur » en manchette de l'Humanité est l'homme rêvé pour le mettre en pratique.

Les rancunes qu'avaient suscitées au lendemain de l'émeute fasciste le va-et-vient en guerre valaient ainsi oubliées, tant par les staliniens que par La Rocque. On se souvient, en effet, que ce dernier avait promis de lui couper les oreilles s'il reparessait à la tête du gouvernement. Les coups d'encensoir qui lui balance le nabot des fonds secrets, dans son journal, prouvent une fois de plus que la parole d'un colonel n'est pas grand chose.

De toute façon, le règne a bien commencé. Déjà sous les précédents ministères de Front populaire, les arrêtés d'expulsion visant les étrangers n'avaient point fait défaut. A peine au pouvoir, celui-ci promet de faire mieux. Le prolétariat français qui, en laissant assassiner l'Espagne, a montré son peu de sens internationaliste, suivra-t-il les bourgeois au cœur sec qui refusent par avance dans la crainte qu'on leur demande quelque chose ?

Les Espagnols, eux, ne sont point disposés à abandonner la lutte. Ils se batront jusqu'au dernier souffle, jusqu'au suicide.

Et c'est bien notre honte d'appartenir à un pays qui, en face d'un peuple dont chaque composant témoigne d'une âme de Don Quichotte, ne sait point sortir de son petit égoïsme mesquin, et où les ouvriers eux-mêmes, loin de soutenir la Révolution, acceptent d'être gouvernés par un bourgeois médiocre, valet de la grosse industrie et de l'Etat-Major et qui, avide de dictature, s'efforce de donner la courbe mussolinienne à son maxillaire quand devant l'objectif du photographe, il présente obligamment son profil de souteneur.

MAURICE DOUTREAU.

L'Association révolutionnaire des Miliciens d'Espagne est constituée

Elle fait un pressant appel aux Anciens Miliciens qui veulent se regrouper.

Elle accueille tous ceux qui, étant partis combattre pour la Révolution, sont restés fidèles à leur idéal.

La camaraderie demeurera notre lien et notre sauvegarde.

Elle assurera aussi notre liaison avec nos camarades du Front qui comptent sur nous pour expliquer aux travailleurs de France qu'ils sont l'arrière-garde des combattants d'Espagne et doivent se considérer comme mobilisés pour la Solidarité et surtout pour l'action.

PARTOUT SURGIT LE FASCISME :

Lutter contre lui et contre ceux qui, par lâcheté ou par démagogie, favorisent ses agissements, telle est l'œuvre qu'attend de nous le Proletariat espagnol.

Il est invraisemblable que depuis 20 mois la non-intervention poignarde la-bas, nos camarades, nos frères et des populations entières. Comment croire que les fils de la Commune aient supporté pendant 20 mois une pareille honte.

CELA DOIT CESSER !

Proletaires ! A l'action ! Sans répit !

Tolérer que dure cette trahison, c'est perdre toute dignité, en attendant de perdre, demain, la liberté et la vie...

Intensifions l'action, soyons une force, unis sans « esprit de parti » mais un « esprit de classe » toujours vigilant !

Anciens miliciens révolutionnaires, regroupons-nous ! L'Assemblée générale de notre Association aura lieu : mercredi 20 avril à 20 h. 30 aux « Sociétés Savantes » rue Serpente.

Le Secrétariat Provisoire de l'A.R.M.E.

Comité Camillo Berneri

Compte rendu financier du 1^{er} février 1938 au 31 mars 1938

(Comptes rendus précédents : 31 novembre 1937 et 31 janvier 1938) :

En caisse au 31 janvier 1938 : 4.343 fr. 85.

H. Mignon Maréchal-Bareil, 20. Pour une copie de « Pensiéri e Battaglia », 8. I. Bettolo, Heedzain, Mass, 171 40. Bertoni poul Bel-luzzone, 28. De Luca, Nice, 50. A. Solinas, Castres, 13. F. Bianchi, Bern, 43. G. Mariani, Villeurbanne, 48. Spoth, Zurich, 110. Tucci, Bâle, 105. Dantes, Vincennes, 7. Comont pour Egyptienne, 50. L. Faboni, Montevideo, 150. E. P. St-Antoine Gavoite, 10. F. Parmentier, Braire pour une copie de « P. et B. », 10. L. Fuss La Mure. Pour une copie de « P. et B. », 10. Amozzo. Pour une copie de « P. et B. », 10. Deborne André, Saint-Montant, Ardèche, 25. Fanli, 20. Groupe Libéraire de Pittsburgh, 10 dollars. New-Orléans, La N-Ales, 2 dollars. Groupe Camillo Berneri, New-York, 30 dollars.

Ces trois groupes transmis par l'Adunata, 1.280 fr.

Teddington Herbert Tracy, par Spain and the World, 160. Lewes Richard Kelly, par Spain and the World, 160. Voiterro, 10. Gary ind. Spalloni paiement de 15 copies de « P. et B. », 200. Eva, 30. Groupe Rétractaire de Nanterre, 100. Mignon H. Liste de souscription n° 31, 101. Manovani, Versailles. Liste de souscription n° 34, 35. Rampini, L. Differenda. Liste de souscription n° 24, 108 75. Mioli, La Courneuve. Liste de souscription n° 44, 94. D. Luca, Nice. Liste de souscription n° 18, 50. A. Solinas, Castres. Liste de souscription n° 35, 42. F. Bianchi, Bern. Liste de souscription n° 20, 70. G. Mariani, Villeurbanne. Liste de souscription n° 37, 84. Bocotti G. Oyonnax, Liste de souscription n° 17, 23. A. Casubolo, Tunis. Liste de souscription n° 55, 230. Pesci, Blanc-Mesnil. Liste de souscription n° 9, 55.

Total des recettes, 8.068 fr. 90.

Dépenses pour circulaires, envois de photos, 108 fr. 95.

Accompagné pour l'impression de Pensiéri et Battaglia, 6.500 fr.

Reste en caisse au 31 mars 1938 : 1.459 fr. 95.

Les camarades souscripteurs qui ne verraient pas leur nom dans la liste ci-dessus sont priés de nous en aviser.

Le Comité remercie vivement tous les camarades qui ont répondu généreusement à l'initiative de la publication des œuvres de Camille Berneri.

Il fait savoir que le premier livre des écrits de notre grand camarade paraîtra à la fin de la semaine. Que ceux qui le désirent s'empressent de le demander maintenant. C'est un livre à méditer.

COMITE CAMILLO BERNERI, rue des Vergers, 1

Ceux qui meurent avec insolence

Ce peuple espagnol aura décidément reculé les limites des possibilités individuelles et collectives de résistance.

Il y a une dizaine de jours, l'avalanche fasciste semblait devoir emporter les dernières ressources des gouvernements et les opérations paraissaient s'achever, au moins pour la Catalogne, vers une lutte désespérée et sans issue.

Et tout le chenil fasciste d'aboyer de plus belle aux chausées des gouvernements.

Mais voilà que la partie n'est pas encore jouée et que la résistance s'affirme de plus belle, Franco n'est pas encore, loin de là, à Barcelone. Ce sursaut presque inespéré du peuple espagnol n'a cependant été possible que parce que des moyens de lutte ont été fournis qui ont permis de tenir.

Que serait-ce si au lieu de recevoir par-ci par-là les armes qui leur font défaut, les camarades espagnols avaient été nantis des armements propres à mettre fin à ce martyre qui est le leur !

Au lieu de cela, la lutte se prolonge avec un héroïsme admirable et qui suffit certes à ruiner le fascisme dans son principe mais où s'épuise le meilleur sang de l'Espagne : celui de la classe ouvrière.

Quelle honte pour le prolétariat occidental et aussi pour chacun de nous de penser que ce massacre ininterrompu ne se prolonge que par notre inertie, et quelle leçon aussi nous donne ce peuple qui, devant la lâcheté générale, s'obstine à dire non au fascisme !

LA SITUATION POLITIQUE

Au point de vue politique, nous avons assisté à un vaste regroupement des forces antifascistes analogue à celui de juillet et de novembre 1936. De nouveau la C.N.T. a accepté de participer au gouvernement — non pas, nous dit le Soli du 3 avril, « par appât de commandement ou d'ambition politique, mais par un impératif historique concrètement défini et en vertu de circonstances très spéciales dont la gravité et l'ampleur n'échappent à personne. » La collaboration de la C.N.T. accordée pour un « gouvernement de guerre et de résistance », a été imposée par la nécessité de redonner confiance et courage aux masses qui, dans leur grande majorité, restent fidèles à la C.N.T. De la sorte, Negrin et ses amis et alliés ont dû adopter à l'égard des militants révolutionnaires une attitude plus en rapport avec les nécessités de la cohésion de toutes les forces. Ainsi le scandale des emprisonnements arbitraires a dû cesser. Un de nos camarades, récemment arrivé de Barcelone, nous a assuré que maintenant les prisons ne s'ouvriraient plus qu'aux fascistes. Regrettons que seul le péril ait pu imposer cette mesure de justice élémentaire.

Dans le mouvement anarchiste, un resserrement étroit s'est également manifesté. A la démolition qui avait suivi la rupture du Front d'Aragon et les terribles bombardements de Barcelone, démolition qui n'avait pas épargné nos propres milieux, a succédé de nouveau une volonté de résistance farouche. « L'heure est venue, a dit récemment dans un plenum de militants, Garcia Oliver, de résister jusqu'à la mort. »

Dans les circonstances périlleuses, les militants anarchistes espagnols sont toujours prêts au sacrifice d'eux-mêmes.

Tout ce qui pourrait, de notre part, ressembler à une excitation à la prolongation d'une lutte où ne nous sommes que moralement mêlés, serait odieux. Nous nous garderons donc bien de verser dans un jusqu'au-boutisme gratuit. Mais nous ne leur devons rien de moins que de leur faire savoir que nous ne sommes pas prêts à nous laisser égarer par l'émotion et à sacrifier au volontarisme sans fondement.

D'autre part, un Comité exécutif pour relier les trois grandes forces libertaires : C.N.T., F.A.I. et J.L., a été créé. Nous publions par ailleurs, extrait de la Soli, l'exposé des motifs de la création de cet organisme.

LA SITUATION ECONOMIQUE

On devine sans peine que la terrible disette alimentaire qui règne sur l'Espagne n'a fait que s'accroître encore ces temps derniers. On est confondu de stupeur quand on songe que la population peut tenir dans une ville comme Barcelone, sans pain, sans viande, et maintenant depuis que Franco contrôle les grandes centrales d'électricité, presque sans lumière.

Et cependant, les populations et les troupes qui fuient les fascistes pour éviter la mort, la capture, le préjudice, ainsi qu'en témoignent les plebscites organisés à la frontière, retournent du côté de la misère, de la famine, mais de la liberté, plutôt que d'aller chez Franco.

Un général vassallais disait des communistes qu'ils mouraient « avec insolence ». Décidément, le courage et l'incroyable ténacité des Espagnols finissent par devenir insolents en cette époque de lâcheté généralisée.

L. ANDER.

Hypocrisie « socialiste »

Le Conseil national du Parti socialiste, réuni le samedi 9 avril, a voté la motion suivante :

« Le Conseil National déclare que l'intervention armée de l'Italie et de l'Allemagne contre la République espagnole et l'installation de forces étrangères sur son territoire, portent gravement atteinte à la sécurité de la France. Il s'associe donc, au nom de l'intérêt français, à l'appel émanant adressé par Negrin aux gouvernements de France et de Grande-Bretagne. »

Cette résolution fut prise à l'unanimité, Blum et Dormoy compris. Il y avait 24 heures tout au plus que ces deux messieurs ne détenaient plus le Pouvoir. Ceux-là qui ont trahi l'Espagne antifasciste pendant 21 mois « changeaient » d'attitude en quelques heures... et se souvenaient qu'ils avaient laissé sans réponse la dernière lettre de Negrin.

Et tout le Conseil national socialiste s'affirmait complice de cette palinodie. Il ne dénonçait pas cet odieux double jeu. Tout le Conseil national également adoptait cette motion au nom de l'intérêt français. Et l'intérêt antifasciste, qu'en fait-on ?

« Tant qu'il restera debout un syndicat »...

Constitution d'un comité exécutif C.N.T. - F.A.I. - J.L.

Chaque période requiert un organe adéquat, quoique l'essentiel ne soit pas l'instrument, mais la fonction. Aussi essentielle que celle-ci est aujourd'hui l'urgence de la réaliser.

Ici les trois aspects du mouvement présent : organe, fonction, unité. Ainsi l'a compris la C.N.T. en Catalogne, pour le bien de la cause pour laquelle se bat le peuple espagnol.

Le mouvement libertaire doit la discipline révolutionnaire exemplaire à être et est la stupefaction de tous, voir résister avec fermeté aux attaques de l'ennemi. Il sait qu'à cette fin, il a besoin de coordonner plus encore les forces propres, les énergies, les dons et aptitudes de ses militants. Il sait aussi que pour réaliser cette aspiration, un organe compétent et sûr est nécessaire : un Comité exécutif. Un Comité exécutif avec des attributions exceptionnelles dans notre développement traditionnel, un Comité exécutif qui puisse agir avec la rapidité et la fermeté d'un Comité exécutif.

Ce comité a été créé déjà et avec une unité absolue. Sans une seule divergence, sans une seule protestation, le mouvement confédéral et anarchiste mesure sans confusion la gravité du moment historique actuel. Et il ne veut pas laisser passer de telles heures au profit de la cause commune, les heures actuelles.

Ainsi que notre mouvement libertaire constate ce que valent la rapidité et la diligence dans ces instants, il a créé son comité exécutif composé de représentants de la C.N.T., de la F.A.I. et des Jeunesses Libérales. Ce comité incarne le besoin de coordination, de liaison, d'unité, de synthèse, de fermeté, de rapidité, de précision, de clarté, de clarté dans ce qu'il représente l'expression la plus naturelle du mouvement anarchiste et l'esprit de sacrifice de ceux qui combattent. La discussion oiseuse et stérile est passée. Rien ne doit compter que l'action. L'action consciente, intelligente et rapide.

L'on a créé ce nouvel organisme en pensant à la guerre, uniquement à la guerre, compagnons ! En lui ont été concentrées toutes les attributions, sa mission est d'obtenir de tous et de chacun des affiliés et militants le plus de profit possible et d'utilité. Il doit exiger inextinguiblement l'accomplissement du devoir, en imposant des sanctions immédiates à qui s'y refuse, il doit marquer la route à suivre dans chaque cas. Il doit signaler le tonique de chaque minute.

Et les militants anarcho-syndicalistes doivent obéir à ses décisions. La guerre l'exige, c'est uniquement elle qui ordonne et commande à cette heure.

Et à lutter ! A lutter avec courage et décision. Que les militants confédéraux accourent au front renforcer nos divisions. Accélérons le mouvement volontaire dont la portée transcendante est plus appréciée encore dans la situation présente.

Que personne ne parle de capitulation, là où nous ne pensons qu'à résister avec fermeté aux assauts de l'adversaire.

Que personne ne parle de capitulation, car ne peut vaincre que celui qui résiste, non celui qui capitule et se rend. Et nous aspirons à vaincre, parce que nous voulons résister.

Nous voulons et nous résistons, et nous résisterons tant qu'il restera debout un ouvrier, TANT QU'IL RESTERA DEBOUT UN SYNDICAT.

La paix exige-t-elle les cadavres des ouvriers d'Espagne ?

On trouve encore, dans le mouvement ouvrier, des gens qui se refusent à la guerre.

Les rares journaux révolutionnaires et pacifistes publient actuellement les manifestes de « ceux qui ne marchent pas ». Des personnalités, des syndicats, des minorités socialistes, des ligues pacifistes prennent position et dénoncent formellement comme une trahison la réalisation de l'Union sacrée.

Si faible que soit ce courant et si peu efficace qu'apparaissent l'action qu'il pourra mener, nous ne devons pas le négliger.

Contre la guerre, notre position est nette. Nous refusons de marcher, sous aucun prétexte, dans une guerre impérialiste.

La gravité du moment nous ordonne plus que jamais de lutter aux côtés de ceux qui font leur cette formule. Nul ne peut, à cet égard, mettre en doute notre sincérité. Nous luttons et nous continuerons à lutter de toutes nos forces contre la guerre.

Pour nous la guerre est une conséquence inéluctable du régime capitaliste qui ne disparaîtra qu'avec lui et lorsque les ouvriers auront la possession des moyens d'échange et de production.

Pour nous, anarchistes, il n'existe pas de question nationale. Nous posons le problème internationalement, sur le terrain de classe.

Or, actuellement, le sort de la classe ouvrière internationale se joue en Espagne. Destin tragique. Ceux qui par leur victoire menaceraient l'existence des fascismes, provoqueraient dans tous les pays la contagion révolutionnaire, sont en train de périr du canon allemand, de l'aviation italienne, du pétrole russe, de la famine organisée par la France et l'Angleterre et surtout du j' m'enfautisme du prolétariat international. Il se trouve cependant des « pacifistes » très satisfaits de cette situation. « Ne bougez pas, disent-ils aux ouvriers français, ne demandez pas la levée du blocus, vous déclencheriez immédiatement la guerre ».

J'ai déjà, dans un précédent article, cherché à démontrer la gratuité de cette affirmation. Je m'excuse d'y revenir. Mais j'ai sous les yeux une protestation contre l'Union sacrée, publiée dans le dernier numéro de la « Révolution Proletarienne » et émanant du Syndicat des instituteurs du Rhône. En voici un extrait : « Si douloureux que soit le sort de l'Espagne républicaine, affaiblie par ses divisions intérieures, autant que par l'action de ses adversaires, nous nous opposons à toute politique d'intervention qui pourrait être le déclencheur d'un conflit européen. Le Syndicat rappelle qu'il a toujours préconisé la médiation en Espagne, comme le plus sûr moyen de sauver l'Espagne et les conquêtes sociales de la révolution espagnole. »

Cette thèse a déjà été soutenue dans « Syndicats » par Raymond Froideval. Elle est celle aussi des pacifistes intégraux. Si elle n'est pas dictée par une compréhension très claire des problèmes sociaux, au moins ne manque-t-elle pas de clarté dans ce qu'elle préconise : « Foutez-nous la paix avec vos Espagnols. Ils n'ont qu'à s'entendre entre eux. A-t-on idée de se battre entre gens d'un même pays ? Nous, ça ne nous regarde pas ». Braves pacifistes !

Les bombes de Franco peuvent tomber, les ouvriers être sur le point d'être vaincus, ils s'en fichent. Ils ne sont pas dans le bain. Si vous parlez d'agir, ils hurlent, de peur que votre action risque de troubler leur tranquillité. Ce qu'ils appellent leur pacifisme, en réalité leur égoïsme petit-bourgeois, est tellement pur qu'il est partagé, aujourd'hui, par MM. Bailly, Maurras, La Rocque, etc... Tous ensemble crient : Ne bougez pas ! Laissez-les crever ! Ne nous amenez pas la guerre ! Dans ce cas-là, les amis de Franco sont aussi des pacifistes.

Le syndicat des instituteurs du Rhône, Raymond Froideval et les autres ont-ils bien réfléchi aux dangers de guerre que représenterait la victoire du fascisme en Espagne ?

J'imagine que, si le manifeste des instituteurs du Rhône a été élaboré en congrès, la tribune devait être ornée par une banderole portant cette devise pacifiste : « L'Union des travailleurs fera la paix du monde » ou une autre de ces formules qui ne sont plus que des slogans sans signification.

Je ne crois pas à la fatalité de la guerre si le prolétariat français obligeait, par son action, son gouvernement à laisser l'Espagne antifasciste se procurer, ici, ce dont elle a besoin pour vaincre.

On me répond que c'est possible. C'est peut-être possible, mais ce qui est sûr c'est que si nous n'agissons pas immédiatement, l'Espagne antifasciste va succomber. Face à cette certitude, grosse de menaces pour la France antifasciste et le monde antifasciste tout entier, devons-nous rester uniquement et égoïstement préoccupés de savoir si le capitalisme cherchera à nous punir de notre solidarité ?

JACQUES SANVIGNES.

« Il faut à tout prix sauver le prolétariat espagnol des bourreaux fascistes »

Dans les *Independent News* nous trouvons un émouvant appel adressé par des camarades étrangers libérés des prisons gouvernementales espagnoles. Au moment où l'on voit des militants révolutionnaires suivre un chemin parallèle à celui des réactionnaires français qui s'opposent à la levée du blocus sous le fallacieux prétexte qu'il amènerait la guerre, cet appel situe bien la position juste à l'égard de l'Espagne : *Il faut à tout prix sauver le prolétariat espagnol des bourreaux fascistes*. Bien que cet appel n'ait été adressé, ni au *Réveil syndicaliste* — qui d'ailleurs ne l'a pas inséré — nous nous faisons un devoir de le reproduire inextenso.

Paris, le 22 mars 1938.

« Le Réveil Syndicaliste »
Imprimerie S.N.I.E.
Paris

Chers camarades,
C'est en toute confiance que nous nous adressons à vous, militants du cercle syndicaliste « Lutte de Classes » dont nous connaissons les idées et la lutte pour la Révolution prolétarienne, pour que vous publiiez notre appel dans votre prochain numéro.

Aujourd'hui une vaste campagne agit le prolétariat français pour l'envoi d'armes en Espagne. Nous vous demandons de l'appuyer, d'autant plus que vous représentez dans la C. G. T. le courant internationaliste le plus intransigeant et le plus conséquent.

Nos camarades d'Espagne ont besoin d'armes, sinon Franco passera. Vous savez aussi bien que nous le rôle que la révolution espagnole joue par les stalinistes à-bas ; vous connaissez aussi bien que nous la lâcheté du gouvernement Negrin, s'aplatissant devant les stalinistes ; vous n'ignorez pas le sort tragique du prolétariat espagnol révolutionnaire, les multiples emprisonnements, les enlèvements et les assassinats des meilleurs militants révolutionnaires et nous tous savons qu'il a commis ces crimes et qui les a couverts de son autorité.

Nous n'avons aucun désir de sauver un Negrin, un Comorora, ou un Diaz, ni aucun de ceux qui ont détruit la Révolution espagnole, mais il faut à tout prix sauver le prolétariat espagnol des bourreaux fascistes.

C'est la seule voie pour vaincre Franco et pour liquider le stalinisme qui n'a prospéré qu'à cause de l'isolement du prolétariat espagnol.

Demandez aux travailleurs français de lutter pour l'envoi des armes et en même temps exiger la libération des révolutionnaires espagnols et la pleine liberté d'organisation et d'opinion pour les organisations prolétariennes.

VIENT DE PARAÎTRE :

Dans la Tourmente UN AN DE GUERRE EN ESPAGNE

C'est un récit complet des événements auxquels participèrent les forces révolutionnaires de la C.N.T. et de la F.A.I., depuis le 19 juillet.

Un volume de 330 pages, couverture illustrée, 12 francs. Franco, 12 fr. 80. En vente au libraire 9, rue de Bondy.

Le secrétaire général de la F.A.I. part pour le front

Le secrétaire général du Comité Péninsulaire de la Fédération Anarchiste Ibérique, notre camarade Germinal de Sousa, s'est fait incorporer comme volontaire dans les récentes levées en masse, qui viennent d'être opérées. Germinal de Sousa est accompagné du secrétaire militaire du Comité péninsulaire, le camarade Campana ; et de Delcel de Miguel, secrétaire à la propagande.

Au moment où la lutte prend un caractère définitif, les « chefs » anarchistes tiennent à donner l'exemple personnel du sacrifice — exemple qui d'ailleurs aura coûté la vie aux meilleurs de nos : les Ascaso, les Durruti, et la cohorte innombrable des vaillants qui trouveront la mort dans cette lutte horrible.

La comédie de l'aide à l'Espagne

L'Espagne héroïque et courageuse, qui donne à l'humanité le plus grand exemple de dignité et d'idéalisme que nous ayons vécu depuis la Révolution française, est menacée de mort.

La lutte gigantesque d'un peuple désarmé contre les forces de la réaction mondiale prend une tournure de plus en plus critique. Tout n'est pas perdu, mais la déroute est devenue plus probable que la victoire, et sauf une intervention massive d'autres nations, elle est certaine.

Anarchistes, nous avons fait ce que nous avons pu, mais nous pouvons bien peu. Pour diverses raisons, notre force est actuellement minime. Elle ne compte pas dans la politique de ce pays. S'il dépendait de nous de déclencher une grève générale pour imposer l'ouverture de la frontière, nous l'aurions fait dès les premiers jours de la lutte. Mais que peuvent quelques milliers d'hommes contre des organisations qui en comptent des millions ?

Ces organisations, les plus nombreuses et les plus fortes, sont antifascistes. La C.G.T., le Parti Socialiste, le Parti Communiste, le Rassemblement populaire, la Ligue des Droits de l'Homme groupent des masses qui sont, sincèrement pour nos frères d'Espagne. Pourtant, la frontière est restée fermée. Pourtant, ces forces qui hurlent leur antifascisme n'ont pas imposé un changement de

politique aux différents gouvernements ; pourtant, elles ont été incapables de se lever pour que cesse une fois pour toutes la comédie de la non-intervention.

Et elles sont les principales responsables de la tournure des événements. Elles seront, demain, responsables du triomphe de Franco, de ses alliés et de ses maîtres. Car la lutte entre le fascisme et l'antifascisme se livre sur la surface du globe. Les nations et les régimes dépendent les uns des autres. Laisser triompher le fascisme dans un pays, c'est trahir la liberté que l'on prétend servir ; abandonner dans la lutte ceux qui défendent nos principes, c'est nous frapper nous-mêmes.

Les chefs, les militants, les guides, les bonzes de ces grandes forces antifascistes de France se conduisent pratiquement comme d'ignobles Judas. Ils écrivent et pérorent en faveur de l'Espagne, mais se gardent bien de faire ce qu'il faut pour l'aider véritablement. Ils voyagent, larmoient, inspectent, lancent des appels, dans la mesure où cette mise en scène peut tromper les masses qui les suivent.

Ah ! ces charlatans savent jouer leur rôle. Les chefs syndicaux, qui ont derrière eux 5 millions d'adhérents, auraient tôt fait d'imposer la vente sans limitation d'armes à l'Espagne, s'ils voulaient le triomphe des antifascistes. Qui veut la fin veut les moyens.

N'employant pas les moyens, ils démontrent ne pas vouloir la fin.

Les chefs communistes ont assez d'ascendant sur les masses françaises pour provoquer un mouvement formidable qui serait appuyé par tous les antifascistes. Mais la politique intérieure, la préparation de la guerre, la volonté d'un ministère national les préoccupent trop. Puis Staline n'a pas beaucoup d'intérêt à défendre un pays où, en fin de compte, il ne pourra pas dominer.

Les chefs socialistes, excepté ceux de gauche, sont directement responsables de l'ampleur de ce drame. Ils ont été au gouvernement, et c'est par l'initiative de Blum, gredin ou crétin, que l'on a refusé à l'Espagne le droit de s'armer.

La comédie de l'aide à l'Espagne est une des plus cyniques qui se soit jouée dans la vie politique de ce siècle. Ceux qui disposent des leviers de commande se refusent à les employer, mais ils crient parce qu'on ne les emploie pas.

Le Parti socialiste, le Parti communiste, la C.G.T. sont aussi responsables de l'assassinat de l'Espagne que Hitler et Mussolini. Ils le sont parce que, le pouvant, ils n'ont rien fait pour apporter l'aide qu'il fallait.

Car, que signifient vingt ou trente camions de vivres et de médicaments envoyés à grand renfort de battage partisan, auprès des nécessités véritables de l'Espagne ? Avant tout, il fallait des armes. Avec des tanks et des avions, les antifascistes espagnols auraient pris le blé de Castille, conservé le bétail de la région du Nord. Ils auraient encore le charbon des Asturies et l'électricité du Nord de la Catalogne.

Il faut des armes pour 500.000 hommes, et on envoie du coton pour panser 1.000

blessés. Il faut conquérir du blé pour des millions d'êtres, on envoie quelques tonnes de farine.

Comédie, comédie ignoble et vile dont les auteurs savent toute la portée, toute la réalité. Mais ils ont besoin de couvrir cette réalité. Ils ont besoin de feindre devant le peu de conscience qui leur reste, et surtout devant les masses qui les suivent.

Parler, parler, parler quand on sait qu'il faut agir ! Parler pour empêcher d'agir. Parler pour freiner l'action. Prendre des résolutions verbales dont on sait le néant, organiser des souscriptions, des meetings comme des soupapes d'échappement, afin que les masses croient qu'en versant leur obole et qu'en geignant dans les réunions publiques, elles font tout ce qu'il faut, tout ce que l'on doit faire !

On ne pourra certainement pas nier à ces fripouilles l'habileté et le don de la manœuvre. Mais nous avons le devoir de les démasquer. Nous avons le devoir de dire à nos amis d'Espagne que tous ces voyageurs qui les visitent, qui leur donnent de l'espoir et les encouragent jouent un rôle plus sale que celui de Franco, car ils les trahissent en feignant de les défendre. Nous avons le devoir de dire aux travailleurs antifascistes de France que quand on leur demande de verser de l'argent pour acheter une ambulance, on ne cherche qu'à endormir leur conscience si on n'ajoute pas que le grand problème est d'empêcher l'extermination des antifascistes espagnols en leur donnant de quoi se défendre, de quoi attaquer.

La deuxième Internationale, la troisième Internationale, la F.S.I. continuent à immobiliser le prolétariat, à ne pas faire armer l'Espagne. Elles jettent une plume à un homme qui se noie au lieu de lui tendre la main.

Peuple de France, comprendras-tu la lâcheté et la vilénie des mensonges par lesquels on t'immobilise ? Comprendras-tu que l'histoire c'est l'action, l'action au moment opportun, et que les mots sont impuissants devant les faits ? Comprendras-tu que le fascisme avance parce qu'il ose agir, et que les discours ne l'empêcheront jamais de gagner les batailles ?

Derrière leur parodie, tes chefs, tes bonzes, pitres et traîtres, cachent leur volonté de faire succomber l'humanité plutôt que de lutter. Mais la lutte d'Espagne n'est pas une parodie. C'est une des plus grandes tragédies de l'histoire. Et si, par ton inaction, travailleur de France, tu contribues à la déroute des hommes admirables qui combattent depuis vingt et un mois, tu mériteras que demain, les rescapés te crachent au visage !

Quant à ceux qui te guident dans la fange où tu t'enlises, ils méritent le même châtiment que Franco, Aranda et Queipo de Llano.

MAX STEPHEN.

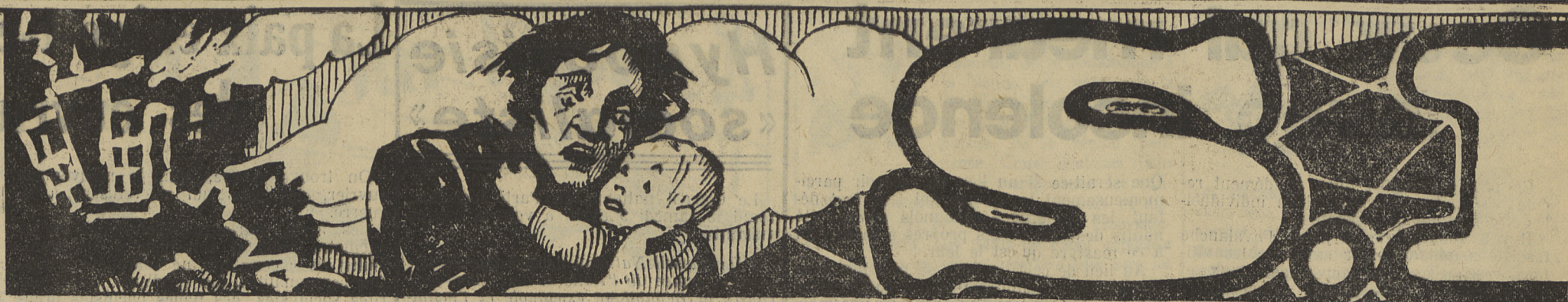
P.-S. — Le Conseil National du Parti Socialiste vient de s'associer à l'appel émouvant adressé par Negrin aux gouvernements de France et de Grande-Bretagne.

Cet appel protestait contre le blocus dont était victime l'Espagne antifasciste et demandait le droit d'acheter des armes.

La majorité du Parti Socialiste appuie le gouvernement Negrin quand ce sont les autres qui doivent prendre la responsabilité qu'elle a faite. Tant que le Pouvoir a des mains de ses représentants les plus qualifiés, elle s'est tue, elle a laissé poignarder l'Espagne. Cette hypocrisie, cette duplicité résument ce que sont ces gens.

Le Parti socialiste affirme que, dorénavant, il veut aider efficacement notre Espagne.

Et pour commencer il sévit contre les socialistes révolutionnaires qui, eux, ont été toujours de vrais amis de l'Espagne ouvrière.



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ANTIFASCISTE. - Siège central: 26, r. de Crussol, Paris (II*) - Tél. Roq. 73-96. - Chèque postal Faucier 596-03

De l'aide !

De l'aide continuellement et très vite

Je viens de là-bas ! Rentré à Paris mardi, je serai de nouveau à Liens et à Barcelone samedi 16.

Que vous dire que vous ne sachiez ? Sinon que j'assiste, de plus en plus, à chaque voyage, à des spectacles qui fendent le cœur.

Ah ! vous pouvez faire acte de solidarité ; il y a tant d'infortunés à soulager, de misère à atténuer que votre entraide sera toujours en deçà des besoins les plus pressants.

Nous avons près de 300 enfants à notre colonie de Liens. L'exode des réfugiés, le fait que des compagnons, pères de famille, veulent lutter jusqu'au bout mais tiennent à mettre à l'abri leurs chers petits, ont augmenté considérablement le nombre des gosses confiés au dévouement de la section française de la S.I.A., au vôtre, camarades lecteurs de ce journal.

Nous les logeons tant bien que mal. Mais nos réserves de vivres ont été vite englouties.

Comme responsable de la colonie de Liens, c'est encore à vous que je m'adresse pour parer à une situation qui pourrait devenir très critique.

Comme témoin des effets douloureux découlant de la lutte antifasciste et dont pâtit toute la population espagnole, celle de Barcelone tout particulièrement, c'est à vous toujours que je crie : De l'aide, de l'aide continuellement et très vite.

Pierre ODEON.

De la ténacité !

Nos lecteurs ne peuvent point s'arrêter de marquer leur solidarité envers les familles des camarades espagnols qui donnent tant à une cause qui nous est également si chère.

Pour ceux d'entre nous qui se fatiguent de collecter en faveur de l'Espagne antifasciste, il nous plaît de citer l'exemple tenace de quelques copains de Brest qui, sans relâche, et qui font bien de tenir le coup, ont obtenu d'appréciables résultats.

Nous portons donc à votre connaissance cette lettre de René Martin, un des animateurs de notre S.I.A. à Brest. Puisque cet exemple vous encourage à aider de toutes vos forces l'Espagne martyre.

Il y a environ quatre-vingts adhérents à notre section et si tous avaient compris leur devoir, il est certain que nous aurions eu de grandes possibilités. Ainsi nous avons organisé chaque semaine, dans un quartier, une visite à domicile pour recueillir les dons : vêtements, linge, alimentation, médicaments et même de l'argent. Nous ne faisons que commencer depuis deux semaines ; l'accueil réservé à nos délégués est vraiment épatant, mais il faut dire que par tracts mis dans les boîtes aux lettres et par le petit hebdomadaire syndical de la Bourse du Travail, nous avertissons les ménagères qu'elles auront la visite des délégués et qu'elles veuillent bien préparer un petit colis.

A cette innovation, malgré le répète le bon accueil, il y a un sérieux écueil. C'est de la part des... adhérents qui ne se dérangent pas assez et laissent le soin à huit ou dix de grimper les étages. Or, le résultat de cette négligence, c'est que nous ne pouvons pas toucher en une matinée — c'est le samedi matin que l'on passe chez l'habitant — la centième partie des grands et populeux quartiers ouvriers. Cependant nous sommes convaincus que ce mode de collecte est fameux et rapporterait, si tous s'y mettaient, plusieurs camions de vivres et vêtements.

J'ai convoqué la section pour mercredi et je compte mettre ceux qui seront présents devant la situation et aussi devant leurs responsabilités.

Il y a aussi un élément que vous connaissez bien et qui s'emploie ferme à entraver notre action. Cet élément : ce sont les « nacos », qui, avec leurs groupements divers, « Paix et Liberté » ou « Secours populaire français », singent tout ce que nous faisons.

J'ai manqué le camion qui montait ce matin sur Paris, car j'aurais pu vous livrer douze caisses de vêtements et d'alimentation. Si, dans notre prospection de samedi prochain, nous avions de quoi remplir encore le même nombre de caisses, il serait préférable au lieu de les monter à Paris, de faire descendre un camion sur Brest. Cela nous ferait connaître un peu plus.

J'ai reçu les 30 affiches quadruple colombier. Félicitations ; elles sont très belles et feront sensation.

Vous vous rendez compte, par cette lettre, que nous travaillons de notre mieux.



Un kiosque de publicité à Philippeville, Algérie, sur lequel a été apposée, comme on le voit, notre dernière affiche. La section S. I. A. de cette ville compte déjà 210 adhérents.

Propagande, propagande !

LA BROCHURE ? Il faut la répandre car elle contribuera énormément à faire connaître notre S. I. A. Son prix est des plus modiques : 0 fr. 60 l'exemplaire. — 27 fr. les 50. — 52 fr. le cent.

LES PAPILLONS ? Il faut les coller à profusion car ils forcent à l'esprit de solidarité et à l'aide pour la courageuse Espagne. Nous les laissons à 15 francs le mille.

LES INSIGNES ? Il faut les porter car ils attirent l'attention sur notre œuvre en faisant que l'on s'interroge sur le sens à donner à S.I.A. Il est vendu 2 fr. — 90 fr. les 50. — 175 fr. le cent.

ENFAVEUR DE NOTRE ESPAGNE

Emouvant appel de syndicalistes

Les événements qui se déroulent en Espagne, au désavantage de nos chers camarades, et du cours desquels nous pouvons, hélas ! craindre le pire, malgré le beau courage et l'esprit de sacrifice des antifascistes espagnols, inquiètent profondément la foule des militants français.

La preuve en est le manifeste que nous publions ci-dessous et qui émane d'organisations syndicales dont certaines n'ont pas l'habitude de prendre ainsi publiquement parti.

Devons-nous interpréter cette manifestation, appelée à un grand retentissement, comme un heureux symptôme ? Le symptôme qu'enfin la classe ouvrière de ce pays en a assez d'assister impuissante, en contemplatrice muette, à l'agonie de tout un peuple si brave, alors que l'action l'appelle, l'appelle au devoir de solidarité et que tout lui commande de veiller à sa propre défense ?

En tout cas, ledit manifeste est bien senti. Il ira au cœur d'une population sensible qui vaut mieux que ses conducteurs. Peut-être contribuera-t-il à émouvoir la conscience d'une classe ouvrière que les politiciens n'ont pu endormir au point qu'elle demeure sourde à des appels si profondément humains. Nous voudrions tant l'espérer.

Le Secrétariat de la S.I.A.

DANS LES SECTIONS

NICE

La soirée organisée le 20 mars au Réal Fleurie a été un succès financier et une promesse pour l'avenir de notre section.

Les camarades Branssaudier et Louzon ont défini les buts de la S. I. A. et précisé ses moyens d'action. Le bénéfice a dépassé mille francs. Cette somme envoyée au centre à Paris sera par moitié consacrée à l'entretien de l'orphelinat de Liens et à l'achat de lait condensé destiné aux petits enfants de notre Espagne.

La soirée s'est terminée par le tirage d'une tombola dont les numéros suivants sont gagnants : 276, 531, 495, 954, 69, 418, 55, 503, 30, 398, 139. Les lots doivent être retirés à la Librairie Diderot, 14, avenue Notre-Dame.

REGION LYONNAISE

Le Comité des émigrés a remis au Comité régional de notre S. I. A. la somme de 1.500 francs en faveur de nos camarades qui luttent au-delà des Pyrénées.

Il est réconfortant de voir qu'il y en a, ici, qui n'oublient pas nos vaillants compatriotes espagnols, et qui font l'impossible pour leur venir en aide. Ces gestes-là sont encourageants et nous aurions plaisir à les annoncer s'ils se renouvelaient sans arrêt. Mais, hélas ! le peuple de chez nous ne sort pas de son apathie. Pourtant c'est lui qui se levait à l'annonce de la condamnation de Ferrer, c'est encore lui qui criait si fort son indignation au moment de l'affaire Sacco et Vanzetti.

Mais, aujourd'hui, ouvrier de France, qu'as-tu fait pour secourir tout un peuple qu'on égorge ? Tu as donné quelques pièces de vingt sous et tu crois avoir rempli ton devoir de solidarité. Vraiment, tu n'es pas difficile. — Le Comité régional de la S. I. A. lyonnaise.

A NOS CORRESPONDANTS

Les camarades nous adressant des fonds sont priés d'en indiquer la destination détaillée soit au verso du mandat, soit par lettre.

Des hommes vont périr

LES MEILLEURS ET LES PLUS VAILLANTS

NOUS POURRIONS ENCORE LES SAUVER

Voici 21 mois que les plus grands révolutionnaires du monde luttent contre l'accumulation des forces fascistes en Espagne.

C'est sans pain et presque sans armes — 10 avions, 10 tanks fascistes (italiens et allemands) pour 1 tank, 1 avion républicains — ; c'est avec le sentiment de l'abandon même des solidarités ouvrières internationales que le peuple d'Espagne oppose encore son héroïsme à la ruée fasciste sur le dernier seuil de ses libertés.

Les routes de Valence et de Madrid sont menacées d'être coupées et les hordes de Franco sont entrées en Catalogne.

Est-ce la fin de ces libertés ? Les espoirs espagnols en l'aide antifasciste du monde seront-ils vraiment déçus ?

Et le rétablissement, le sursaut, qui sauveraient tant d'existences — et nos libertés mêmes ! — ne seront-ils pas enfin permis, au gouvernement qui mène tout le combat antifasciste, par un gouvernement fondé sur l'antifascisme ? L'Espagne ouvrière n'obtiendra-t-elle pas, après sa lancinante attente, le droit de se procurer, en France et ailleurs, tous les moyens propres à son salut ?

Où faudra-t-il alors laisser couler sur l'Espagne entière un torrent de sang ? Car imagine-t-on le sort qui serait réservé aux populations catalanes si le premier et dernier bastion de l'antifascisme, celui où se brisa le premier élan des généraux factieux, était livré à leur haine vengeresse ?

Assistera-t-on sans rien faire au massacre d'êtres humains par centaines de mille ?

Il est impossible que l'âme des grands peuples encore libres ne se sente pas déchirée par une barbarie dépassant en horreur celle des âges les plus sombres et ne jette pas sa clameur indignée.

La classe ouvrière française et sa C.G.T. doivent secourir avec plus d'ardeur l'Espagne crucifiée ; elles doivent l'aider à vaincre s'il se peut. Elles doivent mettre tout en œuvre afin d'obtenir pour elle tous les concours, même les interventions diplomatiques appropriées en vue d'empêcher l'ultime et odieux massacre.

Il faut également que le droit d'asile soit ouvert sans restriction en France, sans rien des mesquineries indignes et hargnes administratives qui n'ont pas épargné les récents réfugiés aragonais. Il faut qu'un accueil sans réserve soit assuré à toutes les victimes du fascisme assassin.

Le prolétariat français sera mis en branle pour cette solidarité à ses frères de classe malheureux.

Mais nous espérons encore que la simple reconnaissance, enfin, des droits du gouvernement républicain et régulier d'Espagne apportera au peuple espagnol les suprêmes moyens de tout sauver : sa vie et sa liberté !

VIGNE, BARD, PANISSAL, (secrétaires de la Fédération syndicale des Mineurs) ; LORRIOT, LE GALL, PIQUEMALL, (secrétaires de la Fédération des Ports et Docks) ; CHAMBELLAND, (secrétaire des Correcteurs) ; LARGENTIER, (secrétaire de la Typographie parisienne) ; POENCIN, BISO, (secrétaires du Comité Intersyndical du Livre parisien) ; LIOGHON, JOURNEAU, MICHENEAU, (secrétaires de la Fédération du Livre) ; JAYAT, LEFEVRE, BOMAL, (secrétaires de la Fédération des Services de Santé) ; GARCIN, DIGAT, (secrétaires du Syndicat des agents des P.T.T.) ; BUREAU, BONISSEL, Juliette HARZELEG, Gisèle BERNADIN, (secrétaires des Syndicats d'Instituteurs de Seine et Oise) ; DELERUE, (secrétaire de la Fédération de la Pharmacie) ; SAVOIE, DIDARET, (secrétaires de la Fédération de l'Alimentation) ; CAPOCCI, BERTRAND, COTTET, (secrétaires de la Fédération des Employés) ; JACCOUD, (secrétaire de la Fédération des Moyens de Transports) ; EHLERS, (secrétaire de la Fédération des Inséparables Maritimes).

Les conférences filmées en Bretagne

Poursuivant son action de solidarité et d'entraide en faveur de l'Espagne ouvrière et antifasciste, la section française de la S. I. A., décidait d'organiser dans notre région bretonne une série de conférences filmées avec le concours du camarade Huart.

En accord avec la section de Brest, une vingtaine de localités furent pressenties, mais toutes malheureusement, pour des raisons différentes, ne purent pas non sans regret donner suite à notre demande. Seules, les localités suivantes : Saint-Mar, Landerneau, Brest, Kerhuon, Telgruc, Lorient, La Chabossière, Couëron, Saint-Nazaire et Lanester organisèrent nos conférences et reçurent la visite du délégué de la S. I. A., qui put prendre contact avec les populations ouvrières.

Comme nous n'avons pas l'habitude de travestir la vérité, il nous faut signaler que dans les petites localités comme Saint-Mar, Landerneau et Kerhuon, les travailleurs ne répondirent pas aussi nombreux à notre appel que leur devoir de solidarité leur imposait. Nous ne chercherons pas à analyser ici certains facteurs, qui contribuèrent à diminuer le succès de nos conférences. Les quelques cinq cents qui formèrent l'auditoire dans ces trois localités, firent cependant une conférence, pour son exposé si élevé, si humain, si pathétique sur le douloureux calvaire de l'Espagne martyre, un fraternel et chaleureux accueil. Succès moral incontestable !

A Brest, les travailleurs furent beaucoup plus nombreux. La grande salle Pellouier était abondamment garnie. Là aussi, après un exposé magistral sur la situation espagnole, situation voulue par nos gouvernements de Front Populaire et acceptée, hélas ! par le peuple français trompé par ses chefs, le pathétique appel lancé par Huart pour faire cesser un état de choses aussi odieux, sembla bien avoir été compris, si on en juge par les longs et unanimes applaudissements qui ponctuèrent la fin de la péroraison de notre camarade.

Les films obtinrent partout un vif succès de curiosité autant que de sympathique approbation. Les collectes faites pour nos petits orphelins espagnols de notre colonie de Liens, furent la démonstration que lors, que l'on sait toucher le cœur des hommes autant que leur raison, ils comprennent toujours leur devoir. A tous ceux-là merci.

C'est notre bon camarade S. Breton qui fait, par ailleurs, le compte rendu de notre passage chez les paysans de Telgruc. A la semaine prochaine, le compte rendu pour les autres villes. — René Martin.

Pour la première fois, Telgruc a entendu la bonne parole antifasciste et libertaire.

Le 8 avril, à une heure assez avancée, car ici le travail ne se termine qu'avec le jour, notre camarade R. Martin ouvrit la réunion devant un auditoire composé exclusivement de travailleurs de la terre.

Puis, la parole passa au camarade Huart. En un exposé complet, il sut faire comprendre le sens profond des événements d'Espagne, expression de la lutte éternelle des forces d'autorité contre celles de progrès social et de liberté. Lutte sans merci à l'issue de laquelle le prolétariat ibérique ou s'affranchira, jetant les bases d'un monde nouveau, ou périra, écrasé par la coalition internationale des Etats fascistes avec la lâche complicité des démocraties.

Devant une telle tragédie, les ouvriers et les paysans français ont un devoir urgent, impérieux, voler au secours de leurs frères espagnols et en premier lieu imposer l'ouverture immédiate des Pyrénées. C'est dans ce but de solidarité active et sans réserve qu'a été créée la section française de la S. I. A. En renforçant notre organisation on aide la lutte de nos camarades et, par là-même, on travaille de la façon la plus efficace à l'instauration dans notre pays d'un régime de justice sociale, de bien-être et de liberté pour lequel meurent là-bas nos compagnons de la C. N. T., F. A. I. et de l'U. G. T., de tous les secteurs antifascistes.

Cette conférence portera ses fruits. La jeunesse paysanne bretonne n'est pas encore mûre pour le fascisme. — Sébastien Breton.

Réunions et Permanences de la S.I.A.

XIV et XIV^e. — Permanence, 81, rue des Boulets et 6, rue Saint-Bernard (à La Petite Chapelle), de 9 heures à midi, tous les dimanches.

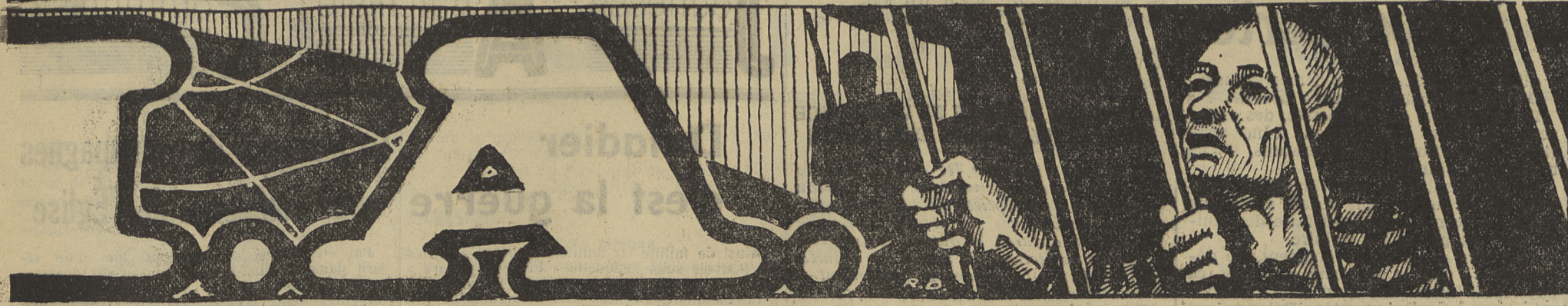
LES LILAS. — Grande réunion, vendredi 15 avril, à 20 h. 30, salle de la Caisse d'épargne Haloppé, 334, avenue de la Porte des Lilas. Orateurs : Drouot, Paterni, Daniel Guérin.

LYON. — Le Comité régional se réunit tous les samedis, à 15 h. 30, rue de Créqui. Permanence de 14 heures à 19 heures.

MARSEILLE. — Assemblée générale de la section et des sous-sections le lundi 23 avril, à 18 h., au bar Jean, en face la vieille Bourse du Travail. Dispositions à prendre pour la fête de solidarité du dimanche 8 mai. Nous rappelons à tous nos amis et sympathisants que la permanence se tient tous les jours, de 17 h. 30 à 19 h. 30, à la vieille Bourse du Travail ; pour y recevoir les cotisations, les souscriptions et dons de toutes sortes.

POUR L'ACTION !

Nous apprenons que l'heureux et utile manifeste que nous publions à côté sera porté à la connaissance du public par voie d'affiches. Des milliers et des milliers d'affiches ; quinze mille, nous dit-on.



SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA. — Secretaria : 26, r. de Crussol, Paris (11) - Tél. Roq. 73-96 - Chêq. Post. : Faucier 596-03

S.I.A. una organización simpática

Por diversos conceptos que no escapan a la perspicacia de nuestros compañeros, desde hace bastante tiempo, y especialmente desde la criminal subversión fascista, se venía notando una falta de organización de solidaridad antifascista que, sin « maquillaje », sin exclusivismos ni secundas intenciones, se dedicara a prestar la solidaridad que la península ibérica necesita.

El pueblo, los antifascistas verdaderos, echaban de menos a una institución de auténtica solidaridad. Por ello surgió S.I.A.

« Solidaridad Internacional Antifascista » acaba de nacer en un país original y grande, de amor profundo a la libertad y al progreso, al calor de la lucha que sostenemos contra el fascismo internacional. Este gran país amigo de la libertad es Estados Unidos de América del Norte; precisamente en los momentos que reconocían imprescindible la ayuda al pueblo español.

La voz, el grito y la obra creadora de S.I.A. partió de Norte América, y como por virtud de la explotación capitalista en todo el orbe, hay oprimidos y por consiguiente antifascistas, en todas partes ha tenido eco, respondiendo entusiásticamente al llamamiento solidario.

Por lo que a España respecta, a pesar del poco tiempo que lleva actuando S.I.A., se ha acreditado como una verdadera y formal organización antifascista de solidaridad.

Ya han mandado viveres a Madrid,

pero de verdad; ya ha prestado mucha solidaridad de verdad también, y ya, a pesar del poco tiempo que lleva en funciones, en Valencia tiene establecidos comedores colectivos para milicianos y compañeros que van de paso, que dadas las circunstancias actuales no tienen medios para comer.

S.I.A. se ocupa del Día del Niño y del Día del Miliciano para organizar los obsequios que espera ofrecerles sin aparatosidades, pero sin atentar contra la dignidad humana.

Los consejos mundiales y nacionales de los respectivos países donde ya está constituida S.I.A.: están formados por la élite de la intelectualidad en el orden científico, artístico, político y literario, no figurando los nombres de tan insignes figuras por no hacer tan extensivo este trabajo.

Ayudemos a S.I.A., compañeros antifascistas todos, porque es ayudarnos a nosotros mismos, y prestar solidaridad, no caridad, a nuestros semejantes.

S.I.A. es la expresión de la auténtica unión y del verdadero apoyo mutuo entre todos los hombres de verdadero espíritu liberal de todas las tendencias y de todos los países.

Alentamos en su rotundo triunfo que ya empieza a alborear en todos los continentes, a tan simpática institución que se denomina *Solidaridad Internacional Antifascista*.

A. ARCADIO.

La Solidaridad Antifascista en la región lyonesa

La Solidaridad de nuestros compatriotas del extranjero para con sus hermanos de la Península nos es sumamente un solo instante.

Esos camaradas que, exilados unos por la necesidad de vivir, derecho natural y humano que les era negado por los gobernantes cavernícolas y negreros; otros obligados a huir las persecuciones de que eran objeto todos los que, su idiosincrasia y amor a la libertad les hacía rebelarse contra las medidas dictatoriales de los amos de la España caudillesca y clerical, saben más que nadie de Solidaridad y lo que ella significa.

Todos los ensayos revolucionarios ahogados en sangre en la Península antes del 19 de Julio tuvieron un epílogo en el destierro.

Francia fué uno de los países que más han recogido a los revolucionarios españoles, por su situación geográfica que la avecina de nuestro suelo. Y la región del Ródano una de las que más se han destacado siempre en la solidaridad. Los diversos intentos bajo la dictadura primumverberista, los acontecimientos de Asturias y tantos otros, tuvieron un corolario en la simpatía de los antifascistas de esa región.

Desde el 19 Julio los camaradas del Ródano se hallan en la brecha de la Solidaridad y del apoyo a la lucha antifascista; tras haber dado lo mejor de su juventud para los frentes, sus aportaciones de toda clase a los organismos antifascistas: dinero, ropas, viveres, etc., no cejan un solo instante. Las reuniones de propaganda antifascistas, las giras cinematográficas, la edición de manifiestos y pasquines en pro de la Solidaridad hacia nuestros combatientes nos hacen más que estimular un espíritu y un sentido de apoyo mutuo, latente en todo español, sobre todo en la clase que ha sentido en sus carnes las mordeduras del hambre y de las privaciones físicas e intelectuales durante varios siglos.

Una vez más, el proletariado de habla española de esta región ha sabido demostrar su amor a la causa del pueblo.

No hay derecho a vivir tranquilos, a comer, a dormir en paz mientras España se encuentra en la situación actual.

El que la puede es un antifascista falso.

Todos nuestros pensamientos, todos nuestros horas, todos nuestros minutos deben ser para España.

Porque así, sólo así, está mos dispuestos a cumplir nuestro deber.

Hace varios días, una delegación de los Comités de Acción Antifascista de la región del Ródano se trasladaba a España con el fin de hacer entrega de 40.000 francos de viveres adquiridos en puerto franco, lo que equivale a adquirir tres veces más que en el comercio, a los organismos que en la Península se ocupan de la distribución.

20.000 francos del C. F. « Pro Infancia », 20.000 francos del C. Regional de Acción Antifascista serán distribuidos a Asistencia Social del Gobierno de la República: 15.000, a Hospitales de Sangre no subvencionados: 10.000, y 15.000 para guarderías infantiles controladas por S. I. A. Leche condensada, Azúcar, Arroz, Garbanzos han sido adquiridos con esas cantidades.

Los medicamentos para los hospitales no son olvidados y, últimamente la cantidad de 5.000 francos fué entregada al Consul de España en Lyon para ser invertida en esos artículos.

La sección francesa de la S. I. A. no es olvidada por esos buenos camaradas, quienes por medio de una Estudiantina « García-Lorca », de Venisieux, han llegado a recolectar una excelente cantidad de la cual 1.400 fr. han sido entregados a la sección francesa de Solidaridad Internacional Antifascista de París, para ser invertidos en viveres para la infancia.

La última creación de los antifascistas franceses y a la cual también colaboran los españoles de la región no obstante hallarse organizados desde un principio en sus comités respectivos, es el Comité Lyon-Valencia. La ciudad de Lyon, ha patrocinado la de Valencia, y es menester ver el celo y la abnegación de los camaradas españoles desviándose por que prospere y tome incremento ese nuevo organismo que viene a añadirse a los múltiples ya existentes en la región.

Tenemos que lamentar la obstrucción sistemática de individuos permanentes del S. R. I. que tratan por todos los medios de sabotear e impedir el lanzamiento de S. I. A. regional, dando la sensación que defienden con el tesón del hombre bien retribuido, una plaza a la que tienen apego. Que se tranquilicen los amigos permanentes. Los antifascistas españoles no tratan de impedirles que ganen su « plato de lentejas »; los antifascistas españoles saben sacrificarse para sus hermanos antifascistas pero no vivir a costa de su desgracia. No obstante todas las trabas, S. I. A. se desarrolla con rapidez, como se desarrollan y viven todas las organizaciones de Solidaridad en el ambiente español para quien los partidos y las ideologías no cuentan cuando se trata de cooperar al derrocamiento de los regímenes absolutistas y dictatoriales.

L. DE VIGO.

Vencer o morir

¡ Vencer o morir ! Es un dilema que se ha repetido muchas veces en la historia de la humanidad. Se ha repetido en toda clase de situaciones, ante las más variadas amenazas. Pero, en pocas ocasiones se ha dicho como ahora.

Aquí también, en España, desde el 19 de julio, lo hemos repetido, en la tribuna, en la prensa, en la radio, en todas partes. Empero, confesamos que no lo pensábamos mucho porque teníamos por segura la victoria.

Y ahora ha llegado el momento en que lo decimos en forma distinta, en que la gente lo piensa con gravedad. Ayer, cuando habíamos de victoria, era sobre todo con el esfuerzo de los que estaban en el frente. El frente estaba lejos. Pero ahora, se acerca. Ahora no se trata del sacrificio de los milicianos, a doscientos, trescientos kilómetros de distancia, sino de la mitad de la población española, cada vez más acorralada por las armas y las fuerzas del fascismo internacional.

Vencer o morir... Vamos teniendo la impresión de que la posibilidad de vencer se aleja. Y a medida que este sentimiento se apodera de nosotros, a medida que sabemos el avance del enemigo, la disposición a la muerte, si es necesaria para no ser sometidos al yugo del fascismo, se apodera de nosotros.

Ya se han pegado y repartido centenares de pequeños volantes en los cuales se afirma esta decisión. Ya en un pleno de la F.A.I., se ha proclamado también. España, la España leal, la que no quiere ser esclava, está dispuesta a morir.

Pero yo pregunto si se nos dejará, si se nos obligará a escoger este término del dilema. Pregunto si Europa, la Europa liberal no se sobresaltará a último momento; pregunto si el proletariado europeo será incapaz de un gesto de energía ante la inmensa tragedia que se acerca.

¿ O es que el sadismo del alma moderna quiere solazarse ante el espectáculo de un nuevo Numancia, miles de veces más gigantesco, más monstruoso que el ya escrito por España ? ¿ O es que se quiere ver arder en las llamas de Barcelona, de Valencia, de Madrid a millones de seres humanos ?

Nada se ha hecho para la España leal, legal, liberal, antifascista. Nada ha hecho Inglaterra, sino ayudar soapadamente a los invasores. Nada ha hecho Francia, sino simulacros. Esta Francia cuya causa han defendido con albrico los liberales españoles durante la guerra pasada, esta Francia que habría podido ser asediada por España si los francófilos, que hoy están contra la invasión germano-italiana, no se hubiesen agitado para impedir que los reaccionarios arrastrasen al gobierno y a la monarquía al lado de Kayser.

Francia, que has sabido ayudar a los Estados Unidos a liberarse, quién domina hoy en tu alma, ¿ el espíritu de Lafayette a él de Luis XV ? ¿ El amor a la libertad o el servilismo ? ¿ La hombría o la cobardía ?

Morir por morir, sucumbiremos bajo los escombros de nuestras ciudades antes que someternos, antes que hacernos asesinar vilmente por los invasores, por los verdugos del fascismo. España es capaz, aun en su desgracia, de escribir una página de heroísmo, de dignidad, de honor, de gloria para los pueblos sumisos, sin alma ni temple.

Pero, yo, por esos millones de seres amenazados por la muerte, por todos los niños, por todas las mujeres, por los docos millones de habitantes que se encuentran en el territorio leal, pido, imploro, reclamo, ayuda, ayuda, ayuda.

No está todo perdido si se quiere mandarnos el material que hace falta para la lucha. Aun podemos hacer el milagro de enderezar la situación. De otras tan graves se ha salvado España. De otras tan graves se han salvado otros pueblos. Tenemos bastante valor, bastante coraje para hacer morder el polvo al enemigo. Pero necesitamos armas, armas, armas. Necesitamos aviones, tanques, cañones, ametralladoras. Sin esto, nada es posible. Y no tenemos bastante.

Vencer o morir. Estamos dispuestos a morir, pero yo quisiera que fuese venciendo. Yo quisiera caer con la seguridad que detrás de mí los hombres aprovecharán mi muerte. España está dispuesta a sacrificarse por el « u » ndo, por la libertad, por la emancipación de los pueblos. No importa que muramos casi todos los varones de este país. Pero, digo como una plegaria ardiente, que no deben morir las mujeres, que no deben morir los niños, que no debe morir con nosotros la libertad, que el mundo no debe morir moralmente, sacrificándose triamente, mirando caer con insensibilidad a un país que ofrece el ejemplo de civismo que hemos dada hasta el presente.

¿ O es porque esta lección molesta ? ¿ O es que siente como un reproche, como una botetada este sacrificio de un pueblo ? ¿ O es que se dan cuenta de lo despreciable de su actitud, de su sometimiento, y prefieren que desaparezcamos para no sentirse avergonzados por el contraste entre nuestra actitud y la suya ?

¡ Ah ! no luchamos, no hemos caído por centenares de millares para mejorar sin peligro nuestra situación económica. No se trata de llenar la barriga sin recibir golpes. Se trata de luchar por un ideal, de defender la libertad, la dignidad de los hombres. Se trata de hacer triunfar los valores del espíritu. Y estos valores están de capa caída en esta época de materialismo de tantos rebaños que blasonan de proletarios.

Vencer o morir : es el dilema. Pero si morimos, seréis tan culpables como los asesinos nuestros, pueblos viles que, pudiendo procurarnos lo que nos hacía falta para defendernos, no lo habéis hecho, porque debíais para esto hacer un gesto del que son incapaces los eunuocos.

Barcelona, abril 1938.

ANTIFASCISTA.

Como trabaja S. I. A. en España

La sección local de la S.I.A. de Sabadell, ha resuelto hacerse cargo de sesenta niños que están en la Granja Escolar Campesina, y a quienes la guerra dejó huérfanos. Al mismo tiempo, esta sección ayuda activamente a los combatientes que están en el frente.

La sección madrileña de S.I.A., ante la situación dolorosa de los refugiados de Aragón, ha decidido organizar una

suscripción que ella encabeza con 10.000 pesetas. En su llamamiento dice, entre otras cosas, lo siguiente:

« Pueblo madrileño! Nuestros hermanos de Aragón precisan nuestra ayuda. Toda la España leal se movilizó para ayudar a Madrid en momentos difíciles.

¡ Hagámonos dignos de aquellas horas, prestando nuestra solidaridad a los evacuados de Aragón!

Los refugiados

Han llegado a millares y millares. Hombres, mujeres, niños, mujeres y niños sobre todo. Han atravesado los Pirineos, haciendo un derroche de energías físicas, sobrehumanas.

Días y días de montaña. Noches y noches. Nieve, bruma, sed, hambre, los pies heridos, el cansancio causando fiebre. Con chicos a cuestas en muchos casos. Una se pregunta cómo han podido aguantar. Llegar, salvarse.

Han tenido que salir de su casa, dejar el hogar, los pobres pero queridos muebles, la tierra, los animales, lo poco ganado con sudor, con sacrificio. Han tenido que huir ante el invasor que amenazaba bienes y honras, libertad y vidas.

Pobres mujeres, pobres niños, pobres hombres también!

¡ Pobres de los que salieron, pobres de los que han salido! ¡ Pobres de los que se encuentran en la montaña, esperando el momento de pasar, pobres de los que habrán de salir mañana!...

La guerra trae su cohete de sufrimientos, de desesperación, de tragedia. Francia conoció en 1914-18, a los refugiados de Bélgica y del Norte. Teníamos ahora a los nuestros. Pero, para mayor tristeza, éstos huyen ante la invasión de generales de su propio país.

Y estos generales son mucho más crueles para con sus compatriotas, que lo fueron los teutones para los enemigos cuyo territorio habían conquistado.

Ha habido pueblos de España donde han fusilado sin compasión a la familia de los antifascistas que buscaban. En Andalucía especialmente, sé que madres, compañeras, hermanas, novias de los antifascistas que habían huido, fueron muertas despiadadamente. La bestia fascista es peor que las hordas de Atila.

Un guerrillero de Málaga, que peleaba bravamente, defendiendo la noble causa de la libertad, me contaba una vez que en un pueblo, la matanza había

La movilización general ha sido decretada en España.

Debemos decretar la nuestra para ayudar a los que van a luchar.

Ayuda al por mayor y no con cuentagatas.

sido tal, que al reconquistarlo momentáneamente encontraron decenas y decenas de muertos. Lo que más le había sorprendido era la edad extrema de dos de ellos. Uno era centenario, el hombre, más viejo de la comarca. Otro, un bebé que no tenía un año. El chupete le colgaba del cuello. Le habían disparado un balazo de máuser en la tierna cabecita...

No es literatura. Es la dura, la horrenda verdad. ¿ Comprendéis, entonces, que la gente lo abandone todo, huya, alocada, ante la invasión ?

¿ Comprendéis que una pobre mujer haya dado a luz en plenos Pirineos, antes que ver a su hijo en las manzanas de un rifeño ?

¡ Refugiados! Han llegado muchos. Sin duda llegarán más.

Y nosotros debemos hacer por ellos cuanto podamos. Debemos albergarlos, cobijarlos, ayudarlos a instalarse aquí, a vivir, a soportar la situación en la cual el fascismo les ha colocado.

Somos privilegiados frente a ellos. No hay que dejarlos dormir meses y meses en la paja, en los campamentos, en los sótanos que se les reserva, donde pasaran frío, humillaciones, donde los parásitos les comerán, donde enfermarán, y no podrán quedarse. No hay que obligarlos, por culpa nuestra, a volver a España dentro de un mes o de dos, por falta de alimentos, de cariño, de calor afectuoso. No hay que empujarlos bajo la garra fascista, porque seríamos indirectamente culpables de las penurias, de los martirios que habrían de sufrir.

Los refugiados deben encontrar en nosotros el mayor apoyo, la mejor acogida. Su causa es la nuestra, y así como, en el caso contrario, nos gustaría ser acogidos y ver que la solidaridad antifascista, es un hecho real, demostramos que la practicamos como la quisiéramos para nosotros.

ESPAÑOLA.

Comité regional Antifascista del Sena

ANTIFASCISTAS

Grabad en vuestra memoria la fecha del 24 de abril, para asistir con vuestras familias a la representación teatral que tendrá lugar en la Sala Lancry, 10, rue de Lancry (Metro : Lancry, Saint-Martin o République), a las dos y media de la tarde.

Por primera vez se pondrá en escena en París el drama de carácter social y palpitante actualidad, titulado EL 19 DE JULIO

(o « El Triunfo del Pueblo ») el cual será interpretado por el cuadro artístico Cultura popular.

El beneficio de esta representación será destinado íntegramente al envío de viveres a España.

Todos los antifascistas considerarán un deber asistir a esta interesante representación, demostrando con su presencia su solidaridad hacia nuestros hermanos que con tanto heroísmo luchan en España contra el fascismo internacional.

Pedid tarjeta de invitación en el Comité Regional del Sena, 33, rue de la Grange-aux-Belles, en los Comités locales, en la Administración de Nueva España Antifascista, y en la S. I. A., 26, rue de Crussol.

Por la libertad

Es lamentable que en el siglo XX existan ciertas naciones llamadas democráticas, que en vez de ayudar a España, que está representada por un gobierno elegido por el sufragio universal, pretendan seguir la política de su famoso Comité de No Intervención, que lo mismo lo aprueba la Cámara de los Lores como el Parlamento de Francia.

Compañeros, debemos elevarnos a la altura de las circunstancias, y no permitir que se cometan las barbaridades que se están cometiendo contra España. Se reproduce en nuestro país lo que siempre ha hecho la casta de los ricos y del clericalismo.

Franko es el sucesor de Nerón. Pero España, que tantos han mirado como una nación habitada por una raza inferior, se defiende desde hace veinte meses con un valor que causa la admiración del mundo.

Estamos dispuestos a todos los sacrificios para que triunfe la causa del antifascismo. Para defender nuestra causa, tenemos una fuerza luminosa que acoge en su seno y defiende a todos los oprimidos de la tierra. Esta compuesta por elementos salidos de todas las organizaciones de izquierda, por hombres de corazón, y se llama la S. I. A.

¡ Adelante, camaradas, por la S. I. A., hasta lograr la victoria!

J. CAMACHO.

Un nuevo cartel

Los secretarios generales de varias poderosas organizaciones sindicales francesas, entre las cuales figuran la Fédération des Ports et Docks, la Fédération de l'Alimentation, la Fédération des Inscrits Maritimes, la Fédération du Livre, la Fédération des Mineurs, le Syndicat des Instituteurs, etc., han decidido hacer, para que sea pegado en toda Francia, un cartel cuyo texto se encontrará en la página francesa de la S.I.A.

Abrir la frontera para que pasen las armas que se necesitan es un imperativo apremiante.

Y es a todo trance necesario que los que están acorralados por el fascismo, los que pueden ser mañana fusilados, asesinados, torturados, las mujeres que puedan ser violadas y degolladas, los niños que corren el peligro de sufrir la misma suerte que conocieron tantos otros, puedan entrar en este país y quedarse en calidad de refugiados políticos.

Ya la prensa, los partidarios de Franco gritan por adelantado para que se cierre la frontera.

No quieren refugiados políticos de España. Están sin embargo muy satisfechos con que los suyos, los del C.S.A.R. y de otras entidades fascistas hayan podido refugiarse en Italia, en Alemania y en la misma España franquista.

Pero niegan a los demás el derecho que se otorgan a sí mismos. Es su costumbre, y no nos sorprendemos.

Hay que exigir que la frontera permanezca abierta. Que se abra más para actualizar a los combatientes de la libertad, y ayudar a los refugiados.

A esto responde el cartel mencionado. Todos los antifascistas comprenderán su importancia.

Le fascisme est à nos portes

(Suite de la première page)

Ecoutez encore ceci : « Ce qu'il nous faut préserver, ce n'est pas une froide abstraction, mais la plus juste et la plus humaine des Patries. »

C'est net, c'est précis. On ne peut dire plus clairement : « Français, apprêtez-vous à subir toutes les servitudes, à supporter toutes les charges et à mourir, s'il le faut, pour le salut de la plus juste et de la plus humaine des Patries. »

Nous voilà fixés. Merci.

Ainsi donc, c'est à ce résultat que nous a conduits le merveilleux programme du Front Populaire !

Sa devise était et elle est encore, car on prétend que le Front populaire continue : « PAIX, PAIX, LIBERTÉ » ; et les as et super-as de la démagogie clamaient : « Nous voulons une France forte, heureuse et libre ! »

Ce programme mirobolant devait être réalisé par l'effort énergique et fervent des masses laborieuses que rassemblaient les partis de gauche et d'extrême-gauche, d'accord avec la C.G.T. forte de ses cinq millions d'adhérents.

Il serait cruel et vain d'insister sur le pitoyable échec de cette devise en trois parties. Cette déconfiture ressemble, trait pour trait, à la lamentable banqueroute de cette autre devise — en trois parties, elle aussi — qui persiste à déshonorer nos édifices publics : « LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ. »

Si nous n'avions à déplorer que cette faillite prévue d'avance, nous n'en serions point autrement émus, car nous l'avions expressément annoncée dès le début et, somme toute, ce ne serait pas bien grave.

Peut-être même serions-nous tentés de nous en réjouir, dans l'espoir que cette expérience de deux années aboutissant à un indéniable fiasco aura pour conséquence de tuer chez les uns et d'affaiblir chez les autres la confiance aveugle qu'ils ont jusqu'à ce jour accordée à l'action réformiste de la C.G.T. et à l'avènement au pouvoir des partis « dits » prolétaires.

Mais il y a un point essentiel qu'il ne faut pas oublier : c'est que le Rassemblement populaire est né de l'émeute historique du 6 février 1934 et qu'il avait pour but principal — peut-être, pourrait-on dire, pour unique objet — de barrer la route au fascisme.

Il ne faut pas perdre de vue que les élections législatives n'ont été favorables aux candidats du Front populaire que parce que la victoire de ce Front incarnait dans l'esprit des masses laborieuses, la dispersion et l'écrasement des ligues fascistes.

Il faut se rappeler que la prise de possession du pouvoir gouvernemental par les chefs du Front populaire apportait à la classe ouvrière la promesse, voire la certitude de transformations profondes dans la structure économique et sociale, transformations sans lesquelles il ne peut y avoir ni pain, ni paix, ni liberté.

Enfin, si l'on veut mesurer comme il sied l'étendue de la débauche à laquelle nous assistons, il faut se souvenir que tous les antifascistes de France (et d'ailleurs) comptaient sur le gouvernement de Front populaire pour assurer la déroute définitive des ligues factieuses et garantir le maintien des quelques libertés

« dites » républicaines et démocratiques.

Or, ou en sommes-nous à présent ? Des serments, des promesses, des engagements, des programmes, il ne reste rien. Des illusions, des espérances, il ne reste plus grand-chose.

Ce qui résulte de ces vingt-deux mois d'un gouvernement qui devait abattre le fascisme, ce n'est pas la défaite de celui-ci, mais sa prochaine victoire.

J'ose dire — puisse l'événement me démentir ! — que le fascisme est, dans ce pays, plus menaçant qu'il ne l'a jamais été et que c'est le ministre Daladier qui le porte dans ses flancs.

On peut crier au paradoxe et sourire. On peut croire à une plaisanterie et railler. On peut m'accuser d'erreur et nier.

Ce que j'avance n'en est pas moins exact. En voici la preuve. Elle me l'a montrée par l'attitude et les déclarations du premier ministre en personne.

Daladier, que dit-il ?

Il déclare qu'il fait appel à toutes les énergies françaises. Il affirme qu'il veut un gouvernement fort, armé de pouvoirs exceptionnellement étendus, proportionnés aux responsabilités qu'il s'impose. Il proclame la Patrie en danger et exalte le sentiment national. Il adjure les Français d'oublier les rivalités, les désaccords, les conflits d'intérêts et les haines politiques qui les divisent. Il les appelle à la réconciliation et à l'union afin d'assurer l'ordre à l'intérieur et la sécurité de la Nation contre les menaces de l'extérieur.

Les de la Roque, les Doriot, tous les chefs fascistes, tous les aspirants dictateurs tiennent le même langage.

Mussolini et Hitler ne parlent pas autrement.

Le régime qu'ils font peser sur le peuple d'Italie et d'Allemagne ressemble singulièrement à celui que veut instaurer — il ne le cache point — le président Daladier. Il se résume ainsi :

Contre l'ennemi de l'intérieur, un gouvernement fort ; contre l'ennemi de l'extérieur, un potentiel de guerre formidable, en garantie de l'indispensable sécurité de la plus juste et de la plus humaine des patries.

En haut, une autorité quasi illimitée ; en bas, une soumission presque totale et une discipline de fer engendrées par un nationalisme suraigu conduisant à l'acceptation de toutes les servitudes et de toutes les charges.

Il y a similitude.

Dès lors, pourquoi les Hitler et les Mussolini, les Doriot et de la Roque seraient-ils des fascistes et Daladier un antifasciste ?

J'attends qu'on me le dise et qu'on me démontre qu'il y a fascisme et fascisme et que l'un est excellent et l'autre exécrable.

Le fait que je signale à l'attention de nos amis est celui-ci :

Chef du gouvernement et chef de l'Armée, Daladier tient entre ses mains tous les pouvoirs. C'est un fait.

Daladier est homme à s'en servir. C'est un autre fait.

Il est bien entendu que s'il les utilise ce sera : « pour sauvegarder les libertés publiques et afin d'assurer la sécurité de la plus juste et de la plus humaine des patries. »

Ce sera tout de même et bel et bien du fascisme. Je vous le dis : Le fascisme est à nos portes.

SEBASTIEN FAURE.

SAVEZ-VOUS QUE...

LA CHARGE SOCIALE DE LA FRANCE VUE PAR LE COMITÉ DES FORGES

DANS une étude sur les charges sociales de la France, parue dans le « Bulletin Quotidien » de la Société d'études et d'informations économiques qui dépend du Comité des Forges, apparaît clairement le véritable visage du capitalisme. L'article du « Bulletin Quotidien » fut commenté longuement — et favorablement, cela va de soi — par le « Temps », quotidien du Comité des Forges, des Houillères et des Assurances.

Les auteurs de l'étude estiment que les institutions sociales représentent pour la France une charge plus lourde encore que les armements. Les sommes dépensées pour elles atteindraient, par année, l'impressionnant total de 31 milliards !

L'ensemble des charges sociales considérées comprend surtout, aux côtés de l'aide aux familles et de l'encouragement à la natalité (5.475 millions), les assurances sociales (plus de 7 milliards), les secours d'Etat (11 milliards), les secours de chômage (1 milliard et demi environ), l'assistance publique (3.300 millions), les dépenses résultant des accidents du travail (1.800 millions).

La première constatation qui s'impose est que le chiffre de 31 milliards ne correspond en rien à la réalité, et fut employé uniquement pour les besoins de la cause. Les motifs qui peuvent servir de base à une semblable affirmation ne manquent point. Citons-en quelques-uns : Les retraites des fonctionnaires civils sont assez largement payées par ceux-ci ; quant aux retraites militaires, qui ne comportent point de versement, elles constituent seulement une rémunération différée. Pour ce qui est des assurances sociales, les salariés, il nous semble, paient des cotisations... Porter au compte des charges sociales les retraites et l'ensemble des dépenses occasionnées par les assurances sociales, dénote une volonté manifeste de tromperie.

Nous pouvons considérer ensuite que les capitalistes en général, et le Comité des Forges en particulier, ne seraient peut-être point opposés à la suppression des dépenses occasionnées par les accidents du travail et par les secours de chômage, et à certaine restriction dans le domaine de l'assistance publique... Leur sollicitude est, quant aux charges sociales, réservée à l'encouragement à la natalité.

Par le canal des articles parus dans le « B. Q. » et le « Temps », le Comité des Forges cherche principalement à répandre l'idée de la nécessité d'une production accrue, donc de l'aménagement de la semaine de quarante heures — en réalité, de sa suppression dans les faits. Pour qu'une charge sociale de 31 milliards ne soit point rapidement impossible à supporter, il faut produire davantage, déclare-t-on. Sinon, la charge de nos institutions sociales, précise le « Temps », s'allègera, sans que nous nous en apercevions, mais par la dépréciation de la monnaie et le renchérissement, ce sera la pire des solutions. Et ceci montre bien qu'en dehors de la révolution sociale, la classe ouvrière ne peut obtenir que des résultats provisoires défendus par une lutte continuelle.

Le Libertaire n'assume aucune responsabilité pour les manuscrits non insérés.

Jeunesse Anarchiste Communiste

Daladier c'est la guerre

Ainsi de faillite en faillite, les députés portés au pouvoir sous l'étiquette « Front populaire » nous ont amené le gouvernement Daladier.

Les détails des échecs successifs subis par les gouvernements de front populaire à direction socialiste sont par trop connus pour qu'il soit nécessaire d'y revenir.

Il est bon de noter cependant que le Gouvernement actuel s'il n'était pas attendu et souhaité par tous, était prévu depuis longtemps par ceux-là mêmes qui le composent.

Les divers congrès radicaux-socialistes nous le laissent prévoir, avant même que des événements extérieurs aient semblé nécessiter « l'union de la nation française ».

Tout le monde se souvient du fameux Congrès de Biarritz dont les débats portaient surtout sur la militarisation de la France, sur la défense armée du pays. Le projet du radical Dezarzain fut présenté à ce congrès ne peut pas être oublié par ceux qui en seront les principales victimes.

La personnalité du chef de ce nouveau gouvernement est particulièrement importante pour retenir notre attention. Daladier n'est pas simplement le représentant d'un parti politique, il est le partisan de la politique de l'Etat-Major.

Daladier attendait son heure, il semblait rester dans l'ombre alors qu'il dirigeait tous les gouvernements successifs de Front populaire. Il est le seul à être resté sans cesse à son poste depuis les dernières élections.

Dans tous les conseils ministériels, la voix de l'Etat-Major se faisait ainsi entendre. Des divergences pouvaient se manifester sur des questions de politique extérieure, sur des questions financières, mais jamais sur le problème de la Défense Nationale.

L'ex-ministre de la guerre est maintenant au pouvoir, il est président du Conseil et après avoir été l'élément de l'Etat-Major, il prépare le gouvernement de « Salut public » que tous les partis de la réaction réclament à grands cris.

Quelle sera maintenant l'attitude des révolutionnaires qui prétendaient rouler la bourgeoisie ? Que pensent les jeunes communistes et les jeunes socialistes du gouvernement d'Etat-Major que leurs chefs ont été impuissants à éviter ?

Les jeunes communistes vont-ils abandonner leurs bords et clubs pour reprendre leur ancien cri de ralliement : « Daladier-la guerre » ? Les jeunes socialistes reprendront-ils leur formule d'antan : « Il n'y a pas de défense nationale en régime capitaliste. »

Très difficiles, certes pour les uns et les autres, ces brusques tournants nécessités par des besoins de basse politique.

Nous ne serons pas dupes, et quelles que soient les nouvelles positions prises par les chefs communistes ou socialistes, si jamais elles sont prises, nous n'oublierons pas leur participation au renforcement de la bourgeoisie et de son régime.

Attendons-nous maintenant à voir toutes les lois scélérates remises en vigueur, la militarisation de la jeunesse, l'augmentation de la durée du service militaire, militarisation des femmes, exercices de défense passive.

Préparons-nous à la lutte contre toutes les formes de la réaction et contre la préparation à la guerre. Tous les jeunes doivent se tenir prêts à la riposte : nous ne resterons pas toujours aux ordres de l'Etat-Major !

P. SERVANT.

JEUNE TRAVAILLEUR adhère à la J. A. C.

La jeunesse des campagnes sous l'influence de l'Eglise

J'ai été frappé dernièrement, lors d'un séjour dans un chef-lieu de canton du département de la Somme, de voir de quelle manière on enrégimente la jeunesse de nos campagnes. Que ce soit à droite, à gauche, la malinise sur les jeunes esprits s'accomplit systématiquement pour des buts bien déterminés. Là, c'est pour étouffer tout esprit de révolte ; ici, c'est pour faire le nombre et imposer l'existence d'un parti.

Mais que vient faire l'éducation de la jeunesse dans cette galère ? Rien, absolument rien.

Nous entendons par éducation tout ce qui peut contribuer à donner aux jeunes prolétaires un sens critique, une compréhension saine des événements passés ou présents. Faire en sorte qu'ils deviennent des hommes capables de discerner une grande part de vérité et avoir ainsi des armes entre les mains pour lutter contre l'exploitation dont ils sont victimes. Qu'ils sachent seulement qu'ils ont des comptes à demander à cette société égoïste et malfaisante !

Hélas ! ces groupements de jeunes produisent tout autre chose. Ajoutons l'école primaire « laïque et obligatoire », l'exemple des parents qui ont passé dans la même filière que leur progéniture, ceux qu'on appelle « des grandes personnes », la T. S. F., la lecture du « Bulletin de la paroisse » ou de « la Jeunesse agricole chrétienne », et nous aurons plus tard le produit spécifique du bon citoyen français.

La pierre de touche du système, pour recréer de jeunes adhérents est le besoin d'amour, l'enthousiasme qui sont des choses bien naturelles pour les jeunes.

Ce n'est pas l'argent qui manque. Les paroissiens sont là pour un coup !... Aussi les curés ne sont pas chiches... Balades en autocar, patrouilles de boy-scouts, placement de billets de tombola, mise sur pied de saynètes jouées dans la salle paroissiale et dont le bénéfice va dans la caisse du curé.

Aux Jeunesses socialistes, les mêmes occupations à quelque chose près. A l'exemple des curés on ne cherche qu'à « amuser » la jeunesse. A coups de sacrifices, il faut le dire. Le groupe adulte avait loué un local où les socialistes en herbe venaient jouer au plus-jeu les jeudis soir et dimanches toute la journée.

Pour la première organisation, nous savons très bien qu'il ne peut en sortir que des culs, bédons, des résignés, si ce n'est l'atavisme de quelques « bonnes âmes » sur le séminaire.

La donc, aucun leurre.

Mais pour le second groupement nous serions en droit d'en attendre autre chose. Hélas ! ce n'est pas la révolution qui germe dans les cerveaux de nos petits socialistes !

C'était peut-être bon il y a quelques années.

Mais nous, jeunes révolutionnaires, nous savons très bien qu'il ne suffit pas d'adhérer à un tel groupement et de jouer aux dominos. Nous savons l'exploitation honteuse que nous subissons, nous savons nous instruire, ne jamais oublier la défense des intérêts ouvriers ; nous savons ce que les capitalistes attendent de nous. Et lorsque nous constatons la passivité de tous les groupements de jeunes face aux événements récents comment en serail-il autrement ? nous en déduisons toute la jeunesse, le vrai sens révolutionnaire de la J. A. C.

ARMAND MILLAT.

Tous les soirs, de 18 heures à 19 heures, une permanence de la J.A.C. est assurée. Militants, venez nombreux au local, 9, rue de Bondy.

LE BAGNE SOVIETIQUE

Un livre d'Yvon :

L'U.R.S.S. telle qu'elle est

La croisade antifasciste se prépare. Le chœur des patriotes s'enfle de jour en jour. Pas un des sinistres chanteurs de l'arrière, des journalistes-scièze qui ne soit à son poste. Et le vieux Rolland, soucieux de garder la vedette, néglige ses rhumatismes pour entonner le grand air de la paix indivisible et de la sécurité collective. Pauvre bétail humain ! On l'achemine tout doucement vers la guerre. On fait croire au prolétariat que cette guerre — que l'on juge inévitable et que l'on déclare nécessaire — est la sienne. On le persuade que sa mission à lui, pauvre bougre affamé, est de s'unir à ses oppresseurs pour abattre l'hitlérisme. Certes, il ne montre aucun enthousiasme et la tâche lui paraît lourde ; il se souvient du dernier massacre mais il marchera, par « devoir révolutionnaire ! » Pour la plus grande joie de MM. Péri, Guyot et de la femme Tabouret.

Crève l'Espagne ! Crèvent des milliers et des milliers de bons compagnons qui ne peuvent se défendre parce qu'ils manquent abondamment de tout, nos staliniens ne s'émouvent guère (?). Mais lorsque Hitler annexe l'Autriche — ce qui était prévu par les communistes allemands, ce me semble — lorsqu'il revendique pour des minorités le droit de disposer d'elles-mêmes, vite nos staliniens interpellent le gouvernement, rassemblent leurs troupes, tiennent des meetings, publient de fausses nouvelles, excitent et surexcitent l'opinion et sont prêts à demander la mobilisation générale. Il nous paraît trait curieux cet antifascisme qui permet de laisser écraser sans remords le prolétariat espagnol et qui conduit, en France, à d'innombrables compromissions, en vue d'établir l'union sacrée si nous ne connaissions le but de la propagande communiste. Ce que veulent les staliniens, c'est faire de la France le bouchier de l'U.R.S.S., c'est, par un bourrage de crâne méthodique, faire croire aux travailleurs qu'ils ont désormais une patrie, le « pays de la Révolution triomphante » et qu'ils doivent défendre cette patrie.

Au moment où notre classe ouvrière s'engage dans la voie du suicide, il est bon qu'on lui montre en vertu de quels principes elle « doit » être immolée. Il est bon qu'elle sache ce qu'elle va défendre et qu'elle connaisse mieux sa nouvelle « patrie ». Le livre d'Yvon vient donc à point (2). On fait un tel emploi de l'épithète « objectif » que je ne m'en servirai pas pour qualifier ce livre, mais c'est l'ouvrage d'un homme honnête qui ne s'en laisse pas conter et qui ne condamne pas

sans voir. C'est une étude consciencieuse de tous les rouages de l'Etat soviétique. Yvon nous fait toucher, si l'on peut dire, chaque partie du corps social ; il nous en montre la structure et nous en explique le fonctionnement. Evidemment, ce livre ne plaira pas à quelques-uns de nos universitaires. Comme le bruit des fusillades les amène de temps à autre à Moscou, ils prétendent connaître l'U.R.S.S. mieux que personne. Seulement Yvon ne se sert que de documents officiels, difficilement réfutables.

Les foules ouvrières acclament le beau Thorez, mais quelle ne serait pas leur déception si elles savaient l'effroyable misère du prolétariat russe. Spolié, brimé, opprimé, l'ouvrier français garde en lui une certaine force. Il a la conscience de cette force. S'il n'en fait pas usage plus souvent, s'il se donne des maîtres, c'est que la politique, l'agace, c'est qu'il aime mieux cultiver son jardin au retour de l'usine que discuter des affaires du pays. Somme toute il est bonasse, il tolère longtemps que les patins qui le gouvernent s'amuse de sa candeur. Il sait que le jour où il se dressera pour parler en maître, il fera fuir les vieux messieurs du Luxembourg et bien d'autres parasites. En Russie, l'ouvrier n'est plus qu'une machine à produire. Il est attaché à son usine comme les serfs du moyen-âge étaient attachés à la glèbe. Des ingénieurs, des techniciens se penchent sur lui, l'observent, l'étudient pour voir s'il n'est pas possible de l'utiliser plus complètement, de lui faire rendre davantage. En France les travailleurs résistent de leur mieux à la taylorisation, l'accroissement de la production par cet odieux système d'exploitation de l'homme devant, en fin de compte, augmenter seulement les bénéfices de l'usiner et aggraver le chômage. En U.R.S.S. il faut produire toujours plus et plus vite. L'ouvrier n'a donc pas le droit de se plaindre lorsqu'on accélère la cadence du travail ; tout au plus peut-il se risquer à dire qu'on ne le place pas dans des conditions favorables à un meilleur rendement.

Ecrasé, accablé, vidé, sucé, aspiré par la machine sociale, l'ouvrier soviétique jouit-il d'un bien-être inconnu dans les pays capitalistes ? Le surcroît de besogne qu'on lui impose chaque fois qu'on élève les normes de travail correspond-il à des avantages matériels ? Hélas, non. Les salaires insuffisants sont rognés d'un quart (impôts de toutes sortes), l'approvisionnement est difficile, certaines marchandises quasi introuvables et les denrées de première nécessité excessivement

chers. Si misérables que soient certains de nos ouvriers, ils mangent mieux et plus abondamment que ne le peuvent les travailleurs d'U.R.S.S., surtout ils ont un logement individuel, ne fût-il que une pièce, plusieurs familles ne sont pas forcées de cohabiter dans la même salle, on ne loue pas des coins de chambre. Un des gros arguments de nos distingués penseurs communistes est celui-ci : « Il ne faut pas comparer la condition de l'ouvrier soviétique à celle d'ouvriers d'autres pays mais à ce qu'elle était à l'époque du tsarisme. Vous verrez qu'il y a eu une amélioration formidable du niveau de vie. » Yvon fait justice de cette affirmation.

Lorsque je reviens dans ma campagne limousine, pays de petite propriété et de métayage, je suis surpris de voir grossir les rangs communistes. Là-bas aussi on vénère Staline et l'on se figure que le paysan russe est maître de sa terre, qu'il est libéré de toute servitude. Ils ne se doutent pas, les braves cultivateurs limousins, que l'Etat soviétique est le possesseur du sol, que le paysan russe est devenu un prolétaire embrigadé, surveillé, qui a, lui aussi, des normes à atteindre sous peine d'amende. Ils ne se doutent pas que l'Etat, étant le seul acheteur, peut, en fixant très bas le prix de la récolte, prélever des impôts très lourds qui ressemblent à des réquisitions.

Les staliniens se flattent d'avoir aboli les castes en U. R. S. S. et supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme. Sans doute n'y a-t-il plus de capitalistes puisque l'Etat possède toutes les richesses. C'est donc l'Etat qui exploite le travailleur. Et des castes se reforment. A côté du simple ouvrier il y a l'oudarnik, le stakhanoviste dont les salaires sont plus élevés, puis le responsable et, enfin, une armée de fonctionnaires, parasites nous venant, grassement payés. Et que l'on ne vienne pas nous dire qu'il s'agit là d'une sélection indispensable pour l'organisation du travail. Qui voudrait croire que ces cadres dont le niveau de vie est acceptable, si l'on fait abstraction de tout désir de l'été, ne cherchent pas à transmettre leur pouvoir à leur descendance sans qu'il y ait une nouvelle sélection ? Il est donc certain qu'une classe dominante est en formation et qu'elle sera fermée aux travailleurs.

On a fait beaucoup de bruit autour de la constitution soviétique. Il n'est pas un seul de nos cantons où l'on n'ait dit que c'était la plus démocratique du monde. Cela tendrait à faire croire que le citoyen soviétique est libre. Or, dans aucun pays, l'individu n'est moins libre qu'en U.R.S.S. Esclave en tant que producteur puisqu'on lui impose non seulement sa tâche, mais aussi le rythme du travail, il est esclave en tant qu'homme. Les simulacres de vote pour des candidatures uniques ne peuvent donner le change. Il n'existe aucune liberté d'expression. Et dans un pays où l'embauche et la répartition des logements sont des privilèges aux mains du Parti, la moindre critique équivaut à un suicide parce que le travailleur exclu de l'usine ou du kolkhoz perd en même temps

son domicile et qu'il est presque impossible de retrouver du travail et un appartement. Quelquefois le mal vient plus vite.

Après une révolution sanglante et vingt ans de « socialisme » on en est donc là. A être plus mal que partout ailleurs. Est-ce donc la faillite du communisme ? Non pas, mais d'une certaine forme de communisme, du communisme autoritaire. Les staliniens font chaque jour le procès du fascisme et de l'hitlérisme. Ils ont raison. Mais ils se gardent bien de dire à leurs fidèles que l'U.R.S.S. est soumise au même régime que l'Allemagne et l'Italie. A un régime pire, car la disparition totale du capitalisme permet à Staline une étiatisation forcée, à la fois politique et économique. Certes, la concentration de tous les pouvoirs dans une seule main, l'obéissance absolue d'un peuple permettent des réalisations grandioses : à Rome, d'autostrades inutiles, à Moscou, d'un palais plus haut qu'aucun gratte-ciel new-yorkais. Cela permet une politique de bluff, la politique des dictateurs. Mais cela s'achète par la perte de toute liberté. Car en U.R.S.S., à part Staline et un petit nombre de collaborateurs qui le craignent, personne n'est libre. Quand l'attention du maître se fixe sur un point quelconque de l'activité sociale, immédiatement écrivains, artistes, ingénieurs, musiciens doivent en faire de même. S'il prenait fantaisie à M. Lénine de déclarer un jour que l'asperge était un légume excellent, il conviendrait d'en étendre la culture, je me demande combien de nouveaux écrivains et artistes, amis de l'U.R.S.S., feraient de la parole présidentielle le thème de leurs œuvres.

A la conception autoritaire du communisme nous avons toujours opposé notre conception libertaire. Pour nous la révolution ne doit pas aboutir à la création d'un monde artificiel, mais à l'épanouissement de l'individu libéré de toute servitude. Nous sommes les adversaires de toute centralisation, de toute étiatisation. Nous ne voulons pas de structure pyramidale qui fasse supporter à la base le poids de tout l'appareil social. Nous nions tout pouvoir politique à l'Etat, ce n'est pas pour lui donner le pouvoir économique. L'exemple de l'U.R.S.S. nous montre que nous commettrons la pire erreur.

Comme le dit justement André Gide, à la fin de sa préface : « Le mensonge de l'U.R.S.S. a dévoyé trop longtemps non seulement les naifs, mais parfois les meilleurs d'entre nous. Puisse le livre que voici aider à dessiller leurs yeux. »

JEAN REMY.

(1) A qui fera-t-on croire que si les auteurs du P. C. F. avaient montré autant d'énergie pour exiger la levée du blocus que le Fils du Peuple pour vendre son bouquin, le gouvernement n'eût pas été obligé de fournir aux Espagnols des armes et des munitions ?

(2) L'U.R.S.S. telle qu'elle est, préface d'André Gide. Un volume de 280 pages, grand format, 28 francs, en vente au Libertaire.

NOTRE LIBRAIRIE

HISTOIRE DU MOUVEMENT SYNDICAL FRANÇAIS

Fernand Pelloutier, dont la vie et le dévouement à la classe ouvrière devraient inspirer quelques réflexions salutaires à bon nombre de militants syndicalistes, a pu dire : « Ce qu'il manque à la classe ouvrière, c'est la science de son malheur. Nous pourrions ajouter et la connaissance de sa propre histoire. »

Peu d'efforts sont actuellement faits pour permettre à chaque ouvrier syndiqué d'acquiescer ce minimum de savoir pour devenir un militant averti.

Cependant une œuvre vient de paraître : L'Histoire du mouvement syndical français de Georges Lefranc, l'ancien secrétaire de l'Institut Supérieur Ouvrier.

Les auteurs, quand ils parlent de l'histoire du syndicalisme, débordent toujours du plan de l'objectif, de l'exposition stricte des faits et des événements. Ils prennent parti. Il n'en est pas de même cette fois et c'est avec un réel souci de la vérité que Lefranc nous présente ce travail. Depuis les premières tentatives d'associations ouvrières du moyen âge jusqu'au mouvement actuel, tous les événements qui ont marqué notre histoire, au dix-neuvième siècle, la révolution de 89 française, les canuts Lyonnais, la révolution de 1848, les répressions de l'Empire, la 1^{re} Internationale à la naissance de la C. G. T., sont présentés avec beaucoup de clarté. Et chose remarquable, les influences de théoriciens comme Proudhon, Marx, Bakounine, Kropotkine, Pelloutier sont exposées exactement sans que l'auteur lui-même prenne parti pour l'une ou l'autre « tendance » du mouvement syndical. Imprimé très soigneusement, c'est un livre qui devrait être dans toutes les bibliothèques des militants.

En vente au Libertaire, un volume 450 pages, 30 fr., port en plus 2 fr. 50.

Histoire du mouvement syndical français, par Georges Lefranc 30 fr.
Franco 32 fr. 50

Histoire des Bourses du Travail, par F. Pelloutier 15 fr.
Franco 17 fr.

Le mouvement ouvrier pendant la guerre, par Rosmer, tome I 45 fr.
Franco 48 fr. 75

Les insurrections lyonnaises (1831-1834), par Jacques Perdu 4 fr. 50
Franco 5 fr. 25

Les coopératives de consommation, par B. Lavergne 17 fr.
Franco 19 fr.

Pour assurer l'ordre
M. Daladier se déclare prêt
à évacuer par la force les
usines occupées.

« Le Front Populaire
continue. »

« Léon JOUHAUX »

La bataille est engagée

Il ne peut venir à l'esprit de personne de rendre responsables de la lutte qui se livre actuellement dans la métallurgie, les dirigeants du syndicat ou de la Fédération des Métaux.

Au contraire, on peut affirmer que, jusqu'au bout, ils ont fait le maximum d'efforts pour empêcher le conflit d'éclater.

Mais il s'est produit ce qu'il était facile de prévoir, que les patrons de la métallurgie, soutenus par la C. G. P. F., par la haute banque et par tous les réactionnaires de droite ou de gauche, ont accentué leurs prétentions à mesure que le syndicat amenait ses revendications.

Déjà, les successives reconductions des conventions collectives, l'acceptation par les ouvriers des arbitrages rendus, aussi bien sur certains conflits que sur les questions de rajustement de salaires, avaient fait croire au patronat que l'esprit de lutte qui animait les ouvriers en juin 36 était définitivement disparu.

Ensuite, les propositions du syndicat faites le 16 mars dernier aboutissant en fait à la suppression (momentanée !) des quarante heures pour obtenir du patronat quelques améliorations secondaires, avaient de plus en plus convaincu ce patronat que le moment était venu d'y aller.

Enfin, l'acceptation par le syndicat, des propositions gouvernementales du 1^{er} avril, où la semaine de quarante-cinq heures était non plus admise sous réserve que certaines conditions soient remplies, mais était au contraire offerte avec une prière adressée au patronat d'offrir la moindre des choses en contre-partie, avait fini de convaincre les Gignoux, Michelin et autres Lelieux, que la partie était définitivement gagnée.

Et ces patriotes du coffre-fort, qui, avant de s'intéresser à la défense nationale, s'occupent d'abord de la défense et de l'extension de leurs privilèges, ont rompu tous les pourparlers avec les syndicats ouvriers.

La classe ouvrière qui, jusqu'alors, s'était mon-

trée excessivement patiente, qui, QUOIQUE N'APPROUVANT PAS TOUJOURS LA POSITION PRISE PAR SES DIRIGEANTS, LES AVAIT NEANMOINS SUIVIS, DANS UN ESPRIT PEUT-ETRE EXAGERE DE DISCIPLINE SYNDICALE, la classe ouvrière a regimbé.

Tous les métaux occupent les usines. Non seulement ceux qui travaillent dans le moteur d'aviation ou dans la cellule, mais l'ensemble des usines de métallurgie. Ils ne sont pas partis comme en 36, à la conquête de nouveaux avantages. Ils sont en grève pour conserver ce qu'ils ont acquis.

Mais, puisque la rapacité patronale les force de nouveau à occuper les usines, ils veulent, les mé-

Paroles d'hier
à méditer
pour aujourd'hui

Le bon sens des précurseurs
du syndicalisme

« Est-ce en France que l'on peut se bercer de cette illusion folle : La bourgeoisie assistant, les bras croisés, dans le plus grand respect de la légalité, à son expropriation légale ? Le jour où les travailleurs feront mine de toucher à ses privilèges économiques, il n'y aura pas de loi qu'elle ne viole, de suffrage qu'elle ne fausse, de prisons qu'elle n'ouvre, de proscriptions qu'elle n'organise, de fusillades qu'elle ne prépare. »

(Le délégué Ballivet, au Congrès ouvrier de Lyon, en 1878.)

tallos, que cela serve à quelque chose. Ils ne veulent pas d'une solution bâtarde qui les oblige à recommencer dans quelques semaines ou dans quelques mois. Ce n'est pas une sinécure de passer les nuits à geler sur des tas de copeaux. Le patronat a voulu les y forcer. LE PATRONAT DOIT EN SUPPORTER LES CONSÉQUENCES. IL FAUT QUE SA DÉFAITE SOIT TOTALE.

Le Syndicat, la Fédération se doivent de reconsidérer leurs revendications et de (suivant la formule consacrée) repartir à zéro. Plus d'offres de dérogations à la semaine de quarante heures. Plus d'aménagement du rajustement des salaires. Plus de statut du travail, tel qu'il est prévu, plus d'arbitrage obligatoire. Les ouvriers n'ont plus rien à ménager. Le Front populaire, en lequel beaucoup croyaient encore, est définitivement mort. Car ses plus acharnés partisans ne viendront tout de même pas soutenir qu'en votant en 36 pour le Front populaire, ils entendaient porter Mandel ou Paul Reynaud au pouvoir.

Assez de défense nationale, assez de grandeur de la France. Le syndicat est l'émanation de la classe ouvrière, il doit défendre la classe ouvrière.

Il doit exiger une convention collective nationale pour l'ensemble de la métallurgie.

Il doit inclure dans cette convention les principales revendications : échelle mobile, contrôle de l'embauche, contrôle ouvrier sur l'entreprise, sans lequel rien n'est possible. Il doit exiger une action sérieuse contre les fauteurs de vie chère et contre les organisations fascistes. IL DOIT ENFIN EXIGER DE LA C. G. T. QUE L'ACTION POUR NOS CAMARADES D'ESPAGNE COMPORTE AUTRE CHOSE QUE LE VOTE DE MOTIONS DE SYMPATHIE.

C'est seulement en agissant ainsi qu'il pourra faire reculer le patronat, le fascisme et la guerre : « Trois têtes sous un même bonnet ».

GAM.

Un congrès ? Non ! Un meeting !

La victoire des colonisateurs dans la région parisienne a été sanctionnée au récent congrès de l'Union des Syndicats.

Les rares minoritaires qui cherchèrent à s'y faire entendre furent injuriés et hués.

Tout avait été minutieusement préparé pour éviter les discussions qui auraient pu embarrasser les dirigeants syndicaux communistes. Le congrès devait durer trois jours. Deux jours et demi, plus une séance de nuit, furent consacrés à la discussion du rapport moral. Un autre gros morceau du congrès fut le rapport des tâches présenté par Henaff. Le secrétaire de l'U.D. se préoccupa surtout de l'organisation des loisirs et pendant son long exposé, les congressistes furent bercés avec des histoires de ping-pong et de concours de pêcheurs à la ligne.

Selon la meilleure tradition stalinienne, les tenants occupèrent le plateau à tour de rôle, ne laissant que dix minutes pour s'expliquer à ceux qui ne tenaient pas leur mandat du Comité central du P.C.F.

Toutefois vint soulever la thèse de la nécessité de faire une guerre idéologique contre les Etats fascistes, de l'armement intensif et de la participation prolétarienne active à la défense nationale.

Aux observations de la minorité, Reynaud répondit que lorsque l'on est dans un pays entouré de gredins, il est impossible de ne pas s'armer.

Beaucoup de syndicats non encore stalinisés, n'ayant pas cru devoir se faire représenter, convaincus de la vanité d'un tel acte, il ne se trouva que quelques voix pour protester contre la colonisation et le néo-syndicalisme de guerre.

Parmi eux, Juliette Harzelec, des instituteurs, Giroux des P.T.T., Fourmy, des techniciens du bâtiment, Charbit, du livre et plusieurs autres qui furent traités de divagueurs et chahutés par les syndiqués de 1936 et les gueulards triconnés du grand parti français. Froidement qui, dans l'espoir de secouer le congrès, s'était montré particulièrement violent contre ceux qui le transformaient en un meeting de glorification du procès de Moscou et d'apologie de la Russie stalinienne fut traité de « provocateur » par Amblard et de « Herr Lénine », par Henaff, tous deux secrétaires de l'U.D.

Le deuxième jour du congrès le pasteur Jézequel vint célébrer un « office » d'une heure devant les congressistes. Contrairement à Charbit, traité par Reynaud de « crétin politique »

parce qu'il défendait l'indépendance du syndicalisme, le pasteur fut chaleureusement applaudi, surtout lorsqu'il annonça qu'il avait constitué un syndicat de curés protestants.

Lorsque Henaff, avec son adresse habituelle qui fait penser à l'ours de la fable, parla d'envisager la représentation de la C.G.T. au Gouvernement, il y eut tout de même un certain froid dans la salle.

Son coéquipier Reynaud, toujours la pour réparer ses gaffes et jugeant la situation insuffisamment mûre, bondit à la tribune pour expliquer que si la chose était très importante et méritait qu'on l'étudie, elle dépassait pourtant le cadre d'un congrès départemental.

A ceux qui voulaient absolument parler de l'indépendance du syndicalisme et reprochaient aux secrétaires de l'U.D. leurs attitudes politiques, Reynaud et Henaff répondirent en affirmant qu'ils étaient fiers d'appartenir au Comité central du parti communiste.

A la dernière séance, le rapport moral et le fameux rapport des tâches étant enfin épuisés, on imposa froidement une suspension de deux heures pendant laquelle les délégués purent à loisir se jeter à la figure des boulettes de papier. Sans doute ces deux heures eurent-elles mieux utilisées à expliquer à la majorité des délégués ce qu'est le syndicalisme, ce que devrait être un congrès. La plupart n'en avaient rien.

Les débats furent continuellement interrompus par des délégations venant apporter un salut de commande. Un certain Dumont, colonel des brigades internationales d'Espagne, vint saluer les militants de la F.A.I. et de la C.N.T. qui se font tuer pendant que M. Dumont jait des voyages publicitaires.

Une question se pose.

Les militants, syndicalistes partisans de l'indépendance, en ont-ils assez d'être les sénégals du Kremlin ?

Il est grand temps que sur la plateforme unique de l'indépendance du syndicalisme, se constitue une minorité disposée à mener énergiquement la lutte contre les mercenaires qui assassinent le mouvement syndical.

Les ex-confédérés vont-ils cesser de piler ou de pleurer pour agir enfin ?

Immédiatement, nous devons nous trouver tous ensemble pour restaurer la syndicalisme indépendant des partis et de tous les gouvernements.

RINGEAS.

La rénovation du syndicalisme

Définition de nos principes

Le syndicalisme actuel donne le spectacle d'une effrayante confusion en tout ce qui touche aux idées, principes, tactique, orientation. La niaiserie et l'imbécillité démocratiques, telles que nous les connaissons, ont tout recouvert, tout nivélé dans la même médiocrité satisfait. Les supercheries les plus grossières, les fantaisies politiques les plus usées retrouvent un succès inespéré, et de vieilles idées décaies, que l'on avait cru disparues à jamais, sont relevées aux applaudissements de la multitude. A l'heure de la démocratie bêtante, servile se satisfait de voter en masse, guerrier en masse et se promène en masse de la République à la Nation. Au sein de cet océan de bêtise, une poignée de francs-tireurs, isolés comme les îlots dans la mer, protestent courageusement contre cette chenille Front populaire et travaillent, au milieu de l'indifférence haineuse et hostile, à préparer les revanche de l'avenir.

Nous avons pensé, à l'heure où les événements se précipitent et où les rivalités impérialistes menacent d'aboutir à un nouveau massacre, qu'il était temps, pour les vrais syndicalistes de fixer leurs principes, de coordonner leur action et d'arrêter leur tactique en vue de réagir avec efficacité contre la colonisation du syndicalisme par les idéologies massives et totalitaires qui méditent d'anéantir l'homme et de le soumettre à la pire des servitudes : celle de l'Etat-Moloch, avec ses tyrans, ses policiers et ses déshérités.

Ayons le courage d'appeler les choses par leur nom et de rechercher ce qui se cache sous les mots trompeurs. Et tout d'abord, qu'est-ce que cette expression à la mode, inconnue des fondateurs du syndicalisme : « syndicalisme de masse » ?

Avant la guerre, le socialisme français était partagé en deux courants nettement divergents : d'une part, le socialisme politique, jacobinisme, étranger, en dépit des apparences, à la notion de classe, attaché à une démocratie abstraite et à l'idée d'un Etat-providence qui se chargerait de résoudre les contradictions, pour eux plus apparentes que réelles, divisant la masse des citoyens. Habiles à flatter cette masse, et pour gagner ses faveurs, ils affirmaient que toute raison vient de la multitude et que la loi du nombre est le dernier mot de la science sociale. Inutile pour la masse de s'instruire et de lutter pour s'affranchir : il suffirait d'envoyer au Parlement une majorité socialiste, et le bonheur et la prospérité seraient assurés à tous. Exploitant un penchant trop naturel à la paresse intellectuelle et à l'inaction, leurs théories avaient un grand succès parmi la masse.

En face de ce socialisme bâtarde, le syndicalisme se dressa comme une école d'action, considérant non plus la masse anonyme de la démocratie, mais s'adressant à une classe bien déterminée, bien différenciée : le prolétariat. Les syndicalistes, eux, ne prêchaient pas le socialisme facile ; la lutte contre le patronat demandait à l'individu la pratique des plus nobles vertus humaines : courage, abnégation, solidarité. A l'encontre des politiciens démocratiques-marxistes, qui se représentaient la société comme une masse amorphe et sans nom dominée par des chefs providentiels, et où

l'homme n'était plus qu'un mouton, une tête de troupeau, le syndicalisme considérait l'homme, non comme un moyen, mais comme une fin. Dans sa lettre aux anarchistes, Pélissier exprime bien cet antagonisme : « Actuellement, notre situation dans le monde socialiste, est celle-ci : Proscrits du « Parti » parce que non moins révolutionnaires que Valentin et Guesde, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictateurs. »

On imagine sans peine qu'une telle morale n'était pas faite pour séduire les gens frivoles et timorés, et la C.G.T. d'avant-guerre n'eut que des effectifs modestes, au regard des masses innombrables qui se précipitent dans les syndicats allemands, par exemple, qui ne laissent que le prolongement de la démocratie politique, et furent surtout préoccupés de mutualité vulgaire. Comme le dit Kosser dans son « Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre », nos syndicats français, avec leurs maigres effectifs et leurs faibles ressources, n'étaient pas embauchés par leur caisse. C'étaient des organes souples, mobiles, véritables groupes d'avant-garde.

Depuis ces dernières années, une profonde transformation s'est opérée dans le syndicalisme. La multitude se presse par millions dans la C.G.T. La morale volontaire et virile du syndicalisme aurait-elle à ce point pénétré la masse ? Qui oserait le soutenir ? Tombée sous la dépendance de l'Etat et de ses démagogues, la C.G.T. est devenue à son tour une annexe de la démocratie totalitaire et autoritaire. Infidèle à sa mission, qui était de repandre une nouvelle morale parmi les hommes, elle s'est mise à la remorque des idéologies massives et grégaires ; elle qui devait libérer l'homme, elle se soumet aux brutes qui rêvent de l'asservir et de le massacrer.

Les hommes courageux qui luttent contre le courant ne doivent pas céder au désespoir. Tandis que de toutes parts les hommes, anglois, se tournent vers les solutions brutales et inhumaines, fascisme, bolchevisme ; tandis que ces pauvres fous maudissent la liberté et appellent un maître, un führer, un sauveur, les syndicalistes révolutionnaires ne doivent pas s'abandonner. Dédaigneux des moyens grossiers qui permettent aux démagogues de conquérir les faveurs des peuples, ils ne doivent pas s'abaisser à flatter la masse. Partout et toujours, ils lui disent la vérité, si aride et si dure soit-elle. Dans les congrès, ils combattent la loi du nombre et défendent la seule solution conforme à nos traditions, la solution fédérale : « un syndicat, une voix ». Ils font partout prédominer l'idée de groupe sur celle de « masse ».

La route de la liberté est rocailleuse et semée d'embûches. Des guerres, des massacres éprouveront les plus courageux, mais nous ne céderons pas. La vérité, seule, est révolutionnaire. Rien ne pourra arrêter sa marche implacable.

MARGEL GUENNEC.

Dans les boîtes et sur les chantiers

A LA S.F.R. A LEVALLOIS-PERRET

La résolution ci-dessous fut votée à l'unanimité moins une dizaine de voix et d'abstentions.

Camarades,

Comme aux heures tragiques de juillet 1914, une double menace pèse sur nous. Notre vie humaine est en péril !

Notre conscience syndicale est conduite à un guet-apens !

Le capitalisme international sait bien que la guerre — et avec elle le fascisme — ne passent que lorsque le prolétariat égaré par ses chefs, incertain dans ses votes, renonce à la tâche à sa mission historique et à ses méthodes spécifiques de combat.

Mais la base n'a pas été consultée — et, par conséquent, n'a pu dire : Oui. Camarades, si vous ne fetez pas aujourd'hui le cri d'alarme et de menace, vous serez placés demain en face du fait accompli.

Le charisme d'Amiens est violé, la démocratie intérieure est faussée, c'est la conscience syndicale même entraînée à la pire faillite.

C'est le reniement avant la lettre ou la mort. Camarades, ne tenez-vous rien pour vous sauver de l'abdication ou de la débâcle ? Voulez-vous recommencer août 1914 ? Quand avez-vous donné votre adhésion à l'Union nationale ? Votre intérêt bien compris, votre conscience d'hommes, votre idéal, et même votre attachement à un sol libre vous commandent à la fois de vous refuser à l'union sacrée, à toute acceptation d'une aventure militaire dans un pays où vous n'avez pas conquis, d'abord, la direction économique et politique. Cela peut-être dire que nous nous enfonçons dans un pacifisme verbal ou dans un gandisme impuissant ? Non ! Pour sauver nos libertés, pas d'alliance avec ceux que nous avons toujours combattus.

Pour combattre le fascisme, de l'Etat-major, de la bataille, des tris, nous ne paierons pas avec nous-mêmes la classe. Nous affirmons que la sécurité du pays réside dans une lutte active contre l'ennemi du dedans, par une épuration à tous les degrés, à tous les échelons, par la nationalisation de toutes les industries-clés. En bref, nous proclamons devant notre propre conscience, allié au capitalisme international, que si l'on veut avec nos dirigeants nous imposer la guerre, il nous trouvera résolus à toutes mesures révolutionnaires qu'exigeront alors la défense du prolétariat menacé dans sa vie et dans son idéal suprême.

Camarades, il est encore temps de redresser la situation. Engagez la discussion dans toutes les sections d'entreprises locales fédérales. Contre l'Union sacrée, pour un syndicalisme de combat. Pour le syndicalisme international, crions : Fidélité !

A LA S. O. M. U. A.

Jamais le slogan « La police avec nous » ne s'est trouvé plus à l'honneur que le lundi 11 avril.

A la rentrée de 1 h. 1/2, les camarades ne passaient qu'après un filtrage sérieux.

Un individu appartenant au Syndicat profes-

sionnel de la Maison S. O. M. U. A. fut trouvé porteur d'une matrique alors qu'il cherchait à introduire dans l'usine.

Nous devons signaler que, de l'autre côté de la rue, un fonctionnaire du commissariat de police de Saint-Ouen surveillait l'opération.

Comme on peut s'en rendre compte, la police « républicaine » est avec nous, tellement avec nous qu'elle n'hésite pas à prendre toutes les mesures de protection pour les provocateurs à gages qu'elle cherche à introduire dans les usines afin de saboter les mouvements revendicatifs des travailleurs et créer des incidents permettant de justifier l'emploi de la force contre les camarades en grève.

CHEZ CITROEN

L'ordre de grève fut donné par les responsables de section le jeudi 24 mars, à 8 h. 30 du matin. La nouvelle se répandit et les ouvriers des différentes usines se conformèrent au mot d'ordre avec un ensemble parfait qui démontra que l'esprit combatif du prolétariat n'était pas mort.

Beaumont, secrétaire du comité inter-usines et délégué général, nous expose la situation et les motifs du débrayage : « augmentations successives des voitures et salaires mélangés, attaques continuelles de la direction ».

Il fit ensuite un appel et demanda aux camarades de voter la confiance au comité de grève et à la délégation ouvrière actuelle, ce qui fut fait à une ou deux voix contre.

Le samedi 26 mars, Beaumont nous fit la deuxième assemblée générale. Grand tableau sur nos revendications et l'intérêt général ! En bref, ce fut une admirable salade russe où l'on trouvait les conventions collectives, le Front Populaire, le droit syndical, la défense nationale, les augmentations de salaire et différents ingrédients qui se mélangeaient à plaisir dans des flots d'ignorance.

Il nous dit que le patronat se montrait dur à la détente, mais que la délégation ouvrière espérait néanmoins avoir gain de cause.

Mais le lendemain (dimanche 27) les journaux nous avaient appris que la grève n'était pas le fait des organisations syndicales. Socialistes et communistes se rejettent la balle, puis se mirent d'accord pour en faire supporter la responsabilité aux boucharino-troïzkistes (à peu près inexistant chez Citroën).

Le samedi 2 avril, à la réunion d'information, Beaumont nous annonça solennellement que nous savions maintenant à quoi nous en tenir puisque le Patronat refusait catégoriquement ce qui est demandé et ne concevait la reprise des pourparlers qu'après le retour à la situation « normale ».

Il nous dit que la Fédération des métaux allait prendre position (déjà), qu'il était nécessaire de comprendre, etc.

Cependant il est à noter que ce n'est qu'après 9 jours de grève que la Fédération des Métaux se décida à verser un secours de 20 fr. à chaque gréviste faisant remarquer qu'il n'y avait que cinq millions de francs disponibles et qu'il ne fallait pas tout manger le même jour.

C'est tout ce que nous avons touché jusqu'à maintenant.

Depuis, le mouvement a évolué, avec ou sans ordre, d'autres usines se sont jointes à nous

compréhant que la victoire était dans la généralisation du mouvement, et appliquant la parole d'un secrétaire syndical en juin 1936 : « Nous triompherons tous ensemble ou nous serons battus séparément. »

Oui, camarades, nous triompherons tous ensemble. Que tous entrent dans la lutte pour faire aboutir toutes nos revendications sans se soucier de l'intérêt général qui est toujours opposé aux intérêts des travailleurs.

CENTRE SUNDICAL
D'ACTION
CONTRE LA GUERRE

Il ne nous est plus possible, à moins d'abuser du bon accueil fait par les organes insérant nos communiqués hebdomadaires, d'accuser réception du courrier dans leurs colonnes. Beaucoup de nos correspondants ont été touchés par lettres et envois de tracts. Que les autres se rassurent, dès la parution du manifeste, actuellement à l'étude, nous le leur adresserons et cet envoi tiendra lieu d'avis de réception.

Que l'on excuse cette méthode expéditive. Nécessité fait loi !

Quelques résultats

Cependant, nous tenons à produire publiquement une partie des premières adhésions obtenues.

Parmi les adhésions collectives citons celles de : 30 employés des contrôle de Paris envoyés par G. Campargue, 16 employés de banque d'Oran et 11 de Paris envoyés par Pauthe et Colbaut, 8 photographes envoyés par F. Boucher, 14 chauffeurs de Paris-Soir et Intran envoyés par H. Pressoir, 15 cheminots de Noisy-le-Sec, envoyés par M. Bourdon, 36 techniciens des usines Dunlop envoyés par R. Teyssou, 14 métaux, section orthopédie envoyés par Dumazel, 32 métaux usine Renault envoyés par Buguet, 14 membres du personnel de surveillance de l'école J.-B. Say, envoyés par H. Dubief, 18 professeurs de l'école primaire supérieure Sophie-Germain, envoyés par M. Monnier, 12 P.T.T. de Saint-Jean-de-Luz, envoyés par Tatin.

Enfin le Central télégraphique de Nice bat le record avec cent trois adhésions envoyées par René Gary.

Et ça ne fait que commencer !

Remercions sans attendre nos camarades de l'Enseignement et des P.T.T. dont les adhésions sont jusqu'ici les plus nombreuses et saluons le courage des camarades de la métallurgie des transports, des cheminots, des techniciens, des employés, qui recrutent dans des conditions difficiles.

Le Comité provisoire d'organisation.

N.B. — Au dernier moment, J. Duperray nous communique : « Au nom des 1.400 adhérents, la section de la Loire des Instituteurs, après mandat régulier de notre assemblée générale qui l'a votée à l'unanimité moins deux voix, nous vous envoyons l'adhésion de notre section ».